

**CONSULTATION PORTANT SUR LE PROJET DE DECISION D'ANALYSE DU MARCHÉ 1**  
**DE FOURNITURE EN GROS D'ACCES LOCAL EN POSITION DETERMINEE**  
**SYNTHESE**

## Introduction

Lors du précédent cycle d'analyse de marché, l'Autorité avait prévu un principe d'augmentation du prix du dégroupage visant d'une part à récompenser Orange en cas de présentation d'un plan rapide et ambitieux d'extinction du cuivre, le « Deal »<sup>1</sup>, et d'autre part à donner un signal économique visant à vider le réseau cuivre. Orange a présenté un plan d'extinction du cuivre, dont l'analyse a révélé :

- que le plan d'Orange était essentiellement fondé sur la notion de fermeture commerciale du cuivre sur les adresses fibrées, ce qui n'a aucun impact sur le marché, puisque les principaux opérateurs ne commercialisaient déjà plus d'offres ADSL sur les logement éligibles au FttH ;
- que la fermeture technique ou « switch-off » du cuivre, seule à même de faire migrer les abonnés réticents vers de nouvelles technologies était extrêmement tardive ; moins de deux millions de prises seraient fermées avant 2027, il faudra attendre 2028 pour qu'au moins 25% des lignes de cuivre soient techniquement fermées (les fermetures techniques pour les 75% de lignes restantes s'effectuant à l'horizon le plus lointain du dispositif, soit 2029-2030) ;
- qu'une hausse du prix du cuivre étaient infondée ; les opérateurs alternatifs migrent leurs abonnés vers la fibre nettement plus vite qu'Orange ; la majorité des clients résiduels cuivre sont des abonnés Orange ; Orange ne serait pas soumise à une hausse du prix du dégroupage ;
- qu'Orange ne prend aucun engagement ferme sur la fermeture technique du cuivre.

Il est par ailleurs apparu que les coûts d'exploitation du cuivre s'élevaient à environ 500 M€ par an, alors que les revenus étaient encore nettement supérieurs. Ainsi que l'a indiqué Madame La Présidente de l'Arcep au Sénat, les revenus de la boucle locale de cuivre en 2022 étaient de 2 milliards d'euros.

La hausse de prix du dégroupage n'a dès lors pas été mise en œuvre lors du précédent cycle d'analyse de marché. Orange a formé un recours au Conseil d'Etat pour contester la méthode de coûts retenue par l'Arcep, conforme aux recommandations communautaires, et l'absence subséquence de hausse du prix. Ce recours est aujourd'hui pendant devant le Conseil d'Etat.

Pour le nouveau cycle d'analyse de marché, l'Autorité prévoit un allègement de la régulation tarifaire du cuivre sur une large empreinte. L'encadrement tarifaire en orientation vers les coûts serait relâché pour plus de 21 millions de prises en 2024, dont moins de deux millions font l'objet d'une annonce de fermeture technique programmée à court terme. L'encadrement tarifaire assoupli sur cette zone serait désormais fondé sur les notions de « tarifs non excessifs » et de « test de reproductibilité ».

Nous portons un regard extrêmement critique sur ce nouveau projet d'analyse de marché, en particulier sur l'allègement du contrôle tarifaire pour des prises fermées commercialement mais sans fermeture technique programmée à court terme, pour les raisons suivantes.

<sup>1</sup> Christel Heydemann, dans son audition devant la commission des affaires économiques au sénat le 30 novembre 2022 – et repris dans la presse « Orange prépare un recours au Conseil d'Etat contre l'Arcep » La Tribune – 30 novembre 2022.

**Le cadre réglementaire européen n'impose pas de déréguler le cuivre. La Commission a validé, y compris dans la période récente, des décisions de stabilisation du prix du dégroupage dans des Etats membres plus avancés que la France en matière de FttH**

Plusieurs régulateurs européens, dont l'Espagne, la Norvège, les Pays-Bas, l'Allemagne et le Portugal ont adopté des décisions poursuivant soit l'orientation vers les coûts du cuivre sur l'ensemble du marché national, soit imposant un Price Cap, appelé « Safety Cap » visant à stabiliser sur longue période les prix du dégroupage à leur niveau actuel, le cas échéant corrigé de l'inflation :

- L'Espagne est le grand pays européen le plus avancé en matière de FttH ; le cuivre représente environ 6% des accès fixes ; L'opérateur historique Telefonica a déjà fermé plus de 10% de ses NRA, a cédé une partie rentable de son cuivre à un tiers qui souhaite le moderniser pour se désendetter et vise une fermeture accélérée du reste de la boucle locale de cuivre d'ici à 2025 ; Le régulateur (Comisión Nacional de los Mercados y la Competencia) a laissé inchangé le prix du dégroupage depuis 2013 à hauteur de 8,6 €/mois ; La dernière décision tarifaire a été notifiée en juin 2021 ; la Commission a donné son accord par lettre n°ES/2021/2330-2331 du 19 juillet 2021.
- En Allemagne le déploiement de la fibre optique est peu avancé et le câble exerce une pression concurrentielle significative ; le cuivre représente environ 68% des accès fixes ; le régulateur (BNetzA) a publié le 29 juin 2022 le plafond tarifaire du cuivre pour les dix prochaines années : le tarif du dégroupage n'excédera pas 10,65 €/mois pour les cinq prochaines années (2022 à 2027), puis 11,08 €/mois pour les cinq années suivantes (2027 à 2032) ; la Commission a donné son accord par lettre DE/2022/2377-2378 du 24 juin 2022.
- Aux Pays-Bas, les deux infrastructures historiques de boucles locales de cuivre et de câble se superposent et couvrent l'intégralité des locaux du pays (respectivement 100% pour le cuivre et 98,4% pour le câble) ; Les deux opérateurs historiques de ces boucles locales métalliques utilisées pour fournir des services haut et très haut débit sont tous deux opérateurs puissants en dominance conjointe sur le marché ; Le cuivre représente 28% des accès fixes et le marché est largement dominé par le câble ; Le régulateur (Autoriteit Consument & Markt) impose un mécanisme de « Safety Cap » pour la tarification de l'offre de gros de dégroupage du cuivre, corrigé annuellement de l'inflation, dans toutes ses décisions depuis 2011. Ce « Safety Cap » est encore en vigueur alors que la couverture du cuivre est la même que celle du câble et que le FttX est en cours de déploiement avec une cible de couverture de 80% des locaux à horizon 2026 (FttP pour KPN, FttH pour Open Dutch Fiber). La Commission a donné son accord par lettre NL/2018/2099 / NL/2018/2100 du 30 août 2018.
- Au Portugal, la technologie DSL sur cuivre est disponible pour environ 85% de la population mais elle est fortement concurrencée par le câble et le FttH dont la couverture combinée continue de progresser et couvre près de 87% des locaux ; Le cuivre représente moins de 5% du total des accès fixes contre plus de 60% pour le FttH et environ 30% pour le câble ; le régulateur (Anacom) a défini un marché pertinent incluant cuivre , fibre et câble ; le tarif du dégroupage du cuivre reste régulé et orienté vers les coûts et se situe à 8,99 €/mois. La Commission a donné son accord par lettre PT/2017/2044 du 14 décembre 2017.

- En Norvège, les offres xDSL couvrent 95% des logements et la couverture FTTH/FTTP atteint 74% ; les réseaux câblés couvrent 44% des logements ; Telenor, l'opérateur dominant qui possède le réseau de cuivre, représente environ 50% des accès de gros, via le dégroupage et le bitstream. Sur le marché de gros, il est en concurrence avec les réseaux coaxiaux HFC et le déploiement de réseaux FTTH, essentiellement à l'initiative d'opérateurs alternatifs ; le régulateur a lancé en mars 2022, dans le cadre de l'exercice en cours d'analyse des marchés du haut débit, une consultation publique proposant de substituer à l'orientation vers les coûts un mécanisme de stabilité des tarifs du dégroupage en fixant d'ores et déjà le tarif jusque 2025. Ce projet doit faire l'objet d'une notification auprès de l'autorité de surveillance AELE (EFTA Surveillance Authority) dans le courant 2023.

Il serait manifestement faux de prétendre que la dérégulation envisagée par l'Arcep serait imposée par la Commission ou le cadre européen.

**L'analyse concurrentielle de l'Arcep est viciée. Il est incohérent de déréguler le cuivre au motif de la concurrence du FttH et d'anticiper simultanément une hausse du dégroupage. C'est l'histoire même de la régulation : l'arrivée d'une vraie concurrence ne fait jamais monter les prix des produits des acteurs historiques et des produits en voie d'obsolescence**

La révision des remèdes tarifaires est présentée par l'analyse de marché comme fondée sur le raisonnement suivant : dans certaines zones (i) le cuivre historique fait face à une nouvelle concurrence de la fibre (ii) la pression concurrentielle de la fibre est telle que la régulation du cuivre ne serait plus fondée (iii) il faut donc déréguler pour revenir à un fonctionnement normal de marché libre et concurrentiel (iv) Orange a annoncé qu'elle utiliserait cette liberté retrouvée pour monter le prix du cuivre.

Sans être lauréat du prix Nobel d'économie, on voit qu'il y a un problème de fond.

Le cuivre serait dérégulé du fait de la pression concurrentielle de la fibre. Et la réaction rationnelle d'Orange face à cette nouvelle concurrence serait de monter le prix ? Il est tout de même rare, l'Autorité ne pourra qu'en convenir, que l'arrivée d'une concurrence nouvelle fasse monter les prix des acteurs historiques et des produits en voie d'obsolescence.

Nous pensons que l'analyse de l'Autorité est erronée par l'ignorance de deux facteurs clefs (i) la substituabilité du cuivre et de la fibre est imparfaite, en particulier pour les 15% de ménages averses aux travaux ou en échec de raccordement FttH et (ii) dans la plupart des cas, Orange n'est pas confrontée à la concurrence d'un opérateur tiers sur la fibre mais dispose localement à la fois du monopole du cuivre et d'une prépondérance de marché sur la fibre.

*La substituabilité entre cuivre et fibre est imparfaite*

Il peut exister des fonctionnalités différentes. Les offres sur fibre peuvent être plus chères. L'installation de la fibre suppose des travaux qui dans certains cas peuvent être impossibles, non souhaités ou coûteux. A l'inverse, le cuivre fonctionne sans travaux. Pour une partie réticente de la population, entre 20% et 30%, la substituabilité est en fait très faible. L'expérience montre que ces abonnés ne sont sensibles ni à la qualité ni aux promotions ou aux prix. Tant que le cuivre reste techniquement ouvert, ils en seront de fait captifs.

C'est la principale raison pour laquelle face à la concurrence de la fibre, Orange envisage de monter le prix du cuivre... tout simplement parce que pour une partie significative des abonnés, cette concurrence n'existe pas. Orange peut donc monter le prix du cuivre sur le marché de gros en s'abstrayant largement de la concurrence de la fibre. Ce constat par lui-même aurait dû suffire à l'Autorité pour confirmer la dominance d'Orange et conclure au maintien d'un strict encadrement tarifaire en orientation vers les coûts.

*Dans deux tiers des cas Orange est en monopole local sur le marché de gros HD THD*

D'autre part, l'Autorité n'a pas analysé la structure du marché local, et la position de l'opérateur puissant sur l'infrastructure de fibre optique. Sur les 20 millions de prises que l'Arcep entend déréguler :

- le réseau FttH concurrent est exploité par Altitude : 1,6 millions
- le réseau FttH concurrent est exploité par Axione : 1,5 millions
- le réseau FttH concurrent est exploité par XP Fibre : 3 millions
- le réseau FttH « concurrent » est exploité par Orange elle-même : 14 millions

Donc, sur les 20 millions de prises cuivre où Orange serait dérégulée du fait de la supposée concurrence de la fibre, dans plus des deux tiers des cas, l'opérateur fibre est Orange elle-même. La part de marché d'Orange sur le marché de gros haut et très haut débit y est alors de 100%.

La hausse du prix du dégroupage annoncée par Orange n'est évidemment pas une réaction à une concurrence, qui ferait baisser les prix, mais la mise en place d'une tarification de monopole par segmentation de gamme, permettant d'extraire la rente maximale.

**Attacher une dérégulation du tarif du dégroupage à la fermeture commerciale n'a aucun effet pour l'atteinte de l'objectif de migration des abonnés et de décommissionnement du cuivre. Au contraire, augmenter le prix du cuivre prolonge sa durée de vie économique, retarde le « switch-off » et prive l'Etat du levier tarifaire futur pour inciter à cette fermeture technique**

La substituabilité du cuivre vers la fibre est imparfaite, en particulier pour les derniers 15% de ménages qui sont averse aux travaux ou lorsque ces travaux s'avèrent impossibles ou déraisonnablement coûteux. Ni la fermeture commerciale, ni une augmentation du prix du dégroupage n'aurait d'effet sur leur migration. Seule la fermeture technique peut pousser ces abonnés à migrer.

Quand bien même l'augmentation du coût du cuivre pour les opérateurs aurait un effet sur la vitesse de vidage du réseau (ce qui n'est pas le cas) l'augmentation du prix du dégroupage ne pourrait pas être un levier efficace de politique publique :

- les opérateurs alternatifs migrent beaucoup plus vite leurs abonnés vers le FttH que l'opérateur historique ; les opérateurs alternatifs ont migré à date entre 64% et 68% de leur base abonné, alors qu'Orange est à moins de 60% ; punir financièrement les opérateurs les plus rapides au bénéfice de l'opérateur le plus lent serait surprenant ;
- plus de la moitié (55%) des clients finals du réseau cuivre sont actuellement abonnés chez Orange ou Sosh, la hausse de prix du dégroupage n'a aucun effet sur Orange elle-même et sur ses abonnés ; un remède qui viserait à résoudre, au mieux, moins de la moitié du problème identifié paraît mal conçu.

Les projets de textes communautaires évoquent une dérégulation du dégroupage (i) exclusivement pour les lignes cuivre dont la fermeture technique est programmée et (ii) pour une période de temps limitée, le projet de recommandation Gigabit évoquant une période de référence de deux à trois ans, avant cette fermeture technique. Le projet d'analyse de marché prévoit *a contrario* une dérégulation pour 20 millions de prises concernées par la fermeture commerciale rapide et pour lesquelles aucune fermeture technique n'est programmée.

Le délai entre fermeture commerciale et fermeture technique est en moyenne de six ans dans le plan actuel d'Orange. Monter le prix du dégroupage sur des prises dont le « switch-off » n'est pas prévu à court terme, comme le propose l'Arcep, aura comme seul effet de transférer des sommes considérables des opérateurs alternatifs vers Orange. Ce risque de déstabilisation des opérateurs alternatifs n'est pas analysé, ni même évoqué, par le projet d'analyse de marché.

Par ailleurs, en permettant à Orange de monter les tarifs du cuivre, l'Arcep lui permet mécaniquement d'en prolonger la durée de vie économique et en repousse donc l'extinction. Le remède proposé a un effet contre-productif vis-à-vis de l'objectif d'extinction du cuivre que l'Autorité souhaite atteindre.

En gratifiant Orange dès la fermeture commerciale, l'Autorité se prive ou diminue l'efficacité d'une incitation économique attachée à la fermeture technique. L'Arcep n'a aucune garantie aujourd'hui sur la date réelle de fermeture du cuivre, et encore moins avec un tarif du dégroupage à 15 ou 18 €. Quel levier d'action restera-t-il à l'Etat demain si, comme c'est probable, le plan dérape et qu'Orange ne ferme pas le cuivre avant la fin de la décennie ?

Pour l'ensemble de ces raisons, la dérégulation ou l'allègement de la régulation tarifaire du dégroupage, si elle intervient, devrait être temporellement accrochée à l'annonce d'une fermeture technique de la ligne à relativement brève échéance, deux à trois ans au maximum. Il convient de noter deux points d'attention :

- l'analyse de marché prévoit la faculté d'une fermeture technique à l'adresse, ce qui nous semble une bonne idée ; rien n'interdirait à Orange d'annoncer dès aujourd'hui la fermeture technique pour mi 2026 des 20 millions de lignes déjà fermées commercialement et de bénéficier rapidement d'une hausse tarifaire sur ces lignes ;
- qu'il s'agisse de fermeture commerciale ou de fermeture technique, ce qui est fermé *in fine* c'est toujours une ligne cuivre ; cette ligne dispose d'un identifiant unique appelé ND ; cet identifiant unique figure d'ores et déjà sur les annexes de facturation du dégroupage (chaque mois Orange envoie aux opérateurs dégroupateurs la liste des ND pour lesquels ils sont facturés) ; la modulation tarifaire à la ligne ne présente pas de difficulté technique ou informatique rédhibitoire.

**Les outils de régulation tarifaire allégée envisagés par l'Arcep, la notion de « tarifs non excessif » et de « test de reproductibilité » sont complexes, susceptibles de générer une insécurité juridique, voire d'être inopérants. Ils induisent une imprévisibilité forte pour les opérateurs alternatifs**

La notion de tarif non excessif sur un marché de gros n'existe pas dans le code européen. Il y a peu, voire pas de base jurisprudentielle établie. L'analyse de marché n'en donne pas de définition opposable. Les tests de reproductibilité sont utilisés depuis plusieurs années sur le marché entreprise. Leur mise en œuvre est complexe et difficilement prévisible. Sur le marché entreprise, ils n'ont pas permis aux opérateurs alternatifs de développer une concurrence dynamique, ni semble-t-il, au régulateur d'atteindre ses objectifs affichés.

Si le projet d'analyse de marché était adopté, le seul outil restant à l'Autorité pour s'opposer à une déstabilisation du marché serait la menace de l'exercice de son pouvoir de sanction, par ailleurs vacillant. On voit mal comment un Collège des sanctions indépendant pourrait sanctionner Orange au titre d'un principe flou d'excessivité de ses tarifs, sans jurisprudence établie et sans que cette notion n'ait au préalable fait l'objet d'une définition précise, prédictible et juridiquement opposable.

Orange ne s’y est d’ailleurs pas trompée et a indiqué, avant même la publication de l’analyse de marché, qu’elle utiliserait sa nouvelle et quasi totale liberté tarifaire pour procéder à une hausse importante du prix du dégroupage cuivre. Il n’est pas possible de savoir si la hausse prévue par Orange est de 1 € par mois pour les lignes fermées commercialement ou si elle est de 5 €. Il n’est pas possible d’avoir une certitude sur la volonté ou la capacité de l’Arcep à s’opposer à une éventuelle hausse à 12 € par mois sur le fondement de la notion de « non excessivité ».

Quelle que soit la forme de régulation qui sera retenue *in fine* par l’Arcep, il est essentiel que celle-ci soit prévisible pour les acteurs du marché, d’autant plus que la zone de régulation allégée est large, couvre plus de la moitié des lignes en début de cycle et la totalité d’ici 2026. Nous pensons que la seule option raisonnable au regard des impératifs de prévisibilité et de sécurité juridique est de fixer un Price Cap (ou « Safety Cap ») explicite, éventuellement croissant dans le temps.

## **Propositions Iliad**

Nous souhaitons que l'analyse de marché :

- conditionne l'allègement du contrôle tarifaire du dégroupage, c'est-à-dire la relaxe de l'obligation d'orientation vers les coûts pour certaines lignes cuivre, à deux et uniquement deux critères :
  1. la date de fermeture technique de la ligne a préalablement été programmée de manière engageante et rendue publique
  2. cette date de fermeture technique est prévue dans un délai de moins de trois ans.
- substitue, pour ces lignes, l'obligation d'orientation vers les coûts par un Price Cap juridiquement opposable, explicitement défini par l'Autorité dans le dispositif de sa décision d'analyse de marché. Ce Price Cap (ou « Safety Cap ») pourrait être progressif avec une hausse limitée trois ans avant la fermeture technique et le cas échéant plus importante au cours de la dernière année précédente la fermeture technique.

Dans le cas où la date de fermeture technique annoncée et rendue publique n'est pas respectée, repoussée ou annulée, alors que l'allègement du tarifaire a été déclenché et qu'Orange a commencé à augmenter ses tarifs, Orange devra restituer l'augmentation tarifaire correspondant à la durée de retard de la fermeture technique.

**CONSULTATION PORTANT SUR LE PROJET DE DECISION D'ANALYSE DU MARCHÉ 1**  
**DE FOURNITURE EN GROS D'ACCÈS LOCAL EN POSITION DETERMINEE**  
**REPONSES AUX QUESTIONS**

Question 1. Avez-vous des observations sur la définition du marché pertinent de fourniture en gros d'accès local en position déterminée ?

**Nous sommes d'accord avec la définition du marché pertinent de fourniture en gros d'accès local en position déterminée proposée par l'Autorité dans le cadre de son analyse de marché visant à l'identification d'un opérateur dominant et à la mise de place de remèdes de régulation ex-ante pour les prochaines années.**

Il n'est néanmoins pas exclu qu'il existe des sous-marchés qui pourraient également être pertinents, notamment dans le cas d'analyse ex post d'éventuels abus de position dominante. Les sous marchés pertinents pourraient être dans ce cadre :

- le sous-marché des accès cuivre ; l'utilisation le cas échéant abusive par Orange de son monopole sur le cuivre pour développer des pratiques techniques ou, en utilisant notamment le fait que pour une partie des abonnés la substituabilité entre cuivre et fibre est très imparfaite, voire techniquement impossible, et que ceux-ci sont captifs du cuivre ;
- un sous marché géographique, correspondant à une zone de moyenne densité de monopole d'un opérateur d'infrastructure FttH ; le risque d'abus de position dominante est d'autant plus élevé lorsque le même opérateur dispose dans la zone à la fois d'un monopole historique sur la boucle locale cuivre et d'un monopole de fait sur la boucle locale optique.

**La substituabilité entre cuivre et fibre est néanmoins imparfaite. Pour une fraction des abonnés averse aux travaux, cette substituabilité est très imparfaite, voire techniquement impossible, et ces abonnés sont captifs du cuivre jusqu'à sa fermeture technique**

Les opérateurs ont investi massivement ces dernières années dans la fibre en tant que financeur ou co-financeur et ont donc un intérêt rationnel et immédiat à faire migrer leurs abonnés éligibles vers les réseaux FttH pour rentabiliser ces investissements. Des efforts de commercialisation importants sont consentis par les opérateurs commerciaux de la fibre pour augmenter le taux d'adhésion aux réseaux FttH.

Lorsqu'un opérateur commercial est présent en FttH sur une zone donnée, du point de vue de l'offre, la fibre et le cuivre sont substituables. En revanche, la commercialisation du FttH sur le marché de détail démontre que la substituabilité entre la fibre et le cuivre du point de vue de la demande n'est pas totale sur le périmètre des utilisateurs éligibles à une offre commerciale FttH.

La substituabilité entre fibre et cuivre est imparfaite et le restera à l'horizon du cycle à venir d'analyse de marché. Une partie limitée des abonnés, entre 10% et 30%, n'ont que peu d'appétence spontanée pour la fibre. Une fraction résiduelle des abonnés, 10% à 15% sont averse aux travaux d'installation de la fibre ou bien ces travaux sont impossibles ou coûteux.



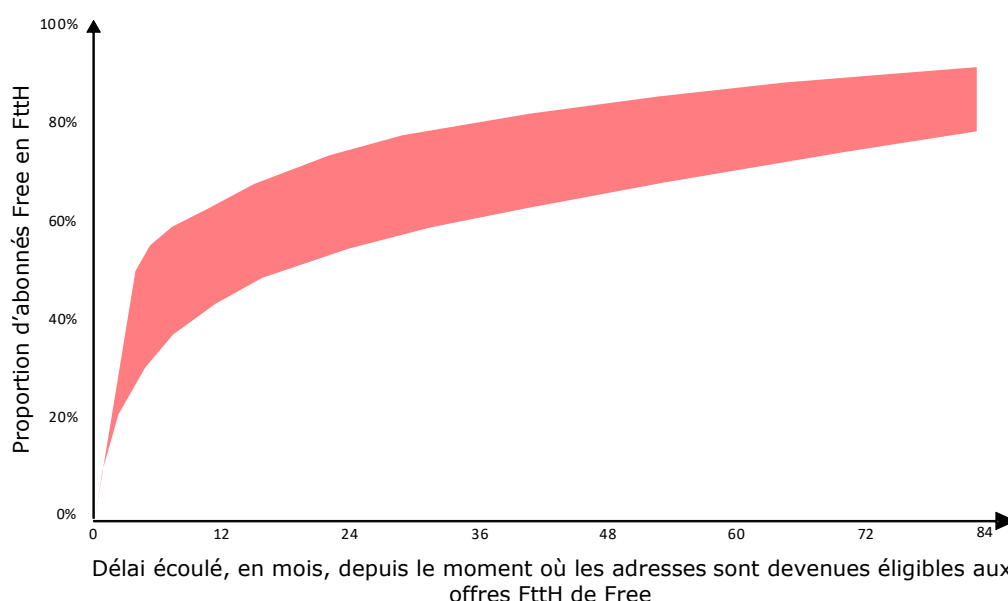
Du fait de la couverture universelle du réseau de cuivre, quasiment tous les utilisateurs finals sont (1) *de facto* éligibles au cuivre et (2) et disposent déjà de la prise téléphonique, extrémité de la paire de cuivre, installée à l'intérieur du logement. Dans la plupart des cas, le service haut débit peut être proposé à tous les utilisateurs dans un délai de quelques jours. Dans le pire cas, y compris quand la paire de cuivre nécessite une intervention<sup>2</sup>, les services haut débit sont disponibles en moins d'une trentaine<sup>3</sup> de jours ouvrés et sans surcoûts prohibitifs pour l'utilisateur final.

Le processus d'activation des services sur le cuivre qui constitue une forme de référence pour les utilisateurs finals des services DSL depuis de nombreuses années, n'est absolument pas répliquable sur les réseaux FttH. La principale raison découle de la nécessité de terminer le réseau FttH par le déploiement du raccordement final et la pose de la prise (PTO) à l'intérieur du logement pour tous les utilisateurs finals devenus éligibles à la fibre.

Comme nous l'indiquons dans nos précédentes écritures, pour Iliad, réussir tous les raccordements finaux des utilisateurs éligibles au FttH sera un enjeu crucial du prochain cycle d'analyse de marché pour la simple raison que la réussite de ce raccordement final n'est pas garantie à 100%.

Iliad a adopté il y a plusieurs années des décisions volontaristes en faveur de la migration vers la fibre : pas de différenciation tarifaire entre les offres de détail sur fibre optique et sur cuivre ; arrêt de la commercialisation du DSL depuis 2018 sur les immeubles où Free est présent en fibre optique ; poursuite de l'innovation avec de nouvelles box et offres tirant au mieux parti du FttH.

La courbe ci-dessous montre que grâce à notre politique commerciale volontariste, essentiellement centrée sur le FttH partout où il est disponible, Iliad est l'opérateur qui migre le plus rapidement ses abonnés vers la fibre avec près de [...] des abonnés migrés au cours de la première année qui fait suite à l'éligibilité.



*Dynamique de migration des abonnés Free du cuivre vers le FttH mesurée à partir de l'éligibilité commerciale à l'adresse de la fibre de Free*

<sup>2</sup> Les « constructions » sur le cuivre, qui nécessitent systématiquement une intervention du technicien d'Orange chez le client final de l'opérateur dégroupé et qui peuvent être rapprochées au mode OI du FttH, ont toujours été nécessaires depuis le premier jour du dégroupage et le sont toujours actuellement (représentent entre 10 et 20% des commandes xDSL). Le rapprochement du raccordement final FttH avec la « construction » de ligne en cuivre présente des limites mais reste un élément de comparaison compris des utilisateurs finaux.

<sup>3</sup> Selon les indicateurs de qualité de service de l'accès cuivre au T2 2022, le délai de construction de ligne au 95<sup>e</sup> centile est de 26 JO en dégroupage total et de 35 JO en bitstream.

Cependant, [...] de nos abonnés éligibles au FttH n'ont pas encore migré plus de deux après l'éligibilité à la fibre de Free et ce sont plus de [...] de nos abonnés qui sont encore sur le cuivre au bout de 3 ans. La dynamique de migration semble atteindre une forme d'asymptote au bout d'environ 4 ans où environ [...] du parc reste durablement sur le cuivre.

Les causes de ce retard de migration ou « d'adhérence » au cuivre sont multiples :

- l'absence d'intérêt de l'abonné et donc le refus des rendez-vous proposés pour installer la fibre ;
- le doute sur le droit de faire (locataires) ou le refus de faire (propriétaires) les travaux intérieurs à la propriété ;
- les impossibilités ou contraintes extérieures à la propriété de l'abonné (immeuble, domaine public, génie civil).

Les impossibilités ou contraintes extérieures ou intérieures à la propriété de l'abonné sont d'ordre matériel et nécessitent des travaux coûteux qui peuvent entraîner non seulement la création, la réparation ou encore le « curetage » d'infrastructures de génie civil sur le domaine public mais le plus souvent des travaux à l'intérieur du domaine privé :

- en ce qui concerne les travaux sur la partie publique, l'Etat a prévu une enveloppe pour accompagner les RIP sur les raccordements complexes<sup>4</sup> : néanmoins, ce financement ne concerne pas les autres zones du territoire (AMII, AMEL) ni les travaux de génie civil nécessaires sur le domaine privé ;
- en ce qui concerne la partie privative, aucun opérateur de réseau, y compris de service public (eau, électricité, gaz ou assainissement) ne finance, sur le domaine privatif, les travaux nécessaires au raccordement du local concerné : c'est le client final qui en supporte la charge<sup>5</sup>.

Dans ces cas, les coûts, les démarches et la durée probablement longue des travaux découragent les utilisateurs finals à migrer vers le FttH et les incitent à rester sur le réseau de cuivre aussi longtemps qu'il ne sera pas techniquement fermé.

Seule l'imminence d'une fermeture technique peut amener l'utilisateur à soit prendre en charge tout ou partie des coûts éventuels sur la partie privative et/ou à entreprendre les démarches en vue d'être accompagné, le cas échéant, sur la réalisation du raccordement final.

Pour les utilisateurs finals qui ne disposent pas encore de prise terminale FttH à l'intérieur de leur logement, l'expérience de « l'absence de substituabilité du point de vue de la demande » n'est pas simplement un concept économique : c'est une réalité concrète et palpable et un obstacle à la migration, parfois bloquant, qui n'existait pas sur le cuivre au moment du lancement de l'ADSL.

### **Cette substituabilité imparfaite risque de perdurer au cours du prochain cycle d'analyse de marché**

En effet, comme nous l'indiquons dans notre contribution au bilan et perspectives, et en se basant sur les chiffres de l'ANCT et de la DGE qui ont réalisé une étude sur les échecs de raccordements finaux, environ 10% des échecs étaient liés à des difficultés de génie civil sur le domaine public et privé (2,5% en domaine public et 7,5% en domaine privé).

---

<sup>4</sup> Dans le cadre du plan France Relance, l'Etat a alloué une enveloppe de 150 millions d'euros (doublé avec l'abondement des collectivités locales) pour répondre aux difficultés de déploiement de la fibre optique dans les RIP pour la construction de génie civil manquant sur le domaine public.

<sup>5</sup> Sur l'emprise du droit du terrain et en limite de propriété privée, le coût peut être partagé entre l'opérateur d'infrastructure et le client final (avec une part majoritaire pour le client final) mais dans ce cas l'opérateur d'infrastructure, en situation de monopole, est compensé financièrement par la puissance publique au titre du service public qu'il rend.

Dans l'hypothèse où environ une quinzaine de millions de raccordements finaux pourraient intervenir d'ici à l'horizon du prochain cycle d'analyse de marché (2028), cela signifie qu'au moins 1 à 1,5 M d'utilisateurs finaux seraient durablement en échec de raccordement final (soit de l'ordre de 1 000 utilisateurs finals par jour ouvré sur la période des 5 années du prochain cycle) du fait d'impossibilités ou contraintes extérieures ou intérieures à la propriété de l'abonné.

Actuellement, il n'y a ni droit à la fibre ni service universel et le secteur n'a pas encore trouvé la « formule magique » permettant de réussir tous les raccordements des utilisateurs finaux éligibles, et cela malgré l'implication financière totale des opérateurs commerciaux sur le FttH qui supportent l'entièreté du financement des raccordements finaux en zone AMII et la quasi-totalité de ce financement en zone RIP. Nous renvoyons l'Autorité à nos écritures sur la consultation publique sur la « Synthèse des travaux sur les modalités tarifaires des raccordements finals des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné ».

Il faut ajouter aux situations mentionnées ci-dessus également les cas où l'abonné a des doutes sur le droit de faire (locataires) ou refuse de faire (propriétaires) les travaux intérieurs à la propriété. Le raccordement final peut alors être significativement retardé même s'il n'est pas nécessairement plus difficile ou significativement coûteux. Ces cas correspondent en général aux abonnés qui n'ont pas migré la première année de leur éligibilité à la fibre mais qui parviennent à le faire au cours des 3 années suivantes (cf. graphe ci-dessus).

Enfin, il restera les abonnés qui ne souhaitent pas la fibre (« irréductibles ») et qui refuseront le raccordement final jusqu'au jour où la fermeture technique du cuivre sera imminente et que la perte des services sera inéluctable.

Question 2. Avez-vous des observations sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de fourniture en gros d'accès local en position déterminée ?

Nous n'avons pas de commentaires sur cette désignation. Orange est nettement dominant sur le marché de gros national, évidemment sur le cuivre mais également sur la fibre, en étant l'offreur de plus de la moitié des prises déployées.

Question 14. Que pensez-vous du principe d'instaurer une obligation et un test de reproductibilité tarifaire s'agissant des accès cuivre qui ne seraient plus soumis à une obligation d'orientation vers les coûts ? Avez-vous des observations sur les modalités que ce test devrait prendre ?

Question 19. Que pensez-vous de la proposition de lever le contrôle tarifaire sur une partie du territoire et de la définition de cette dernière ?

Question 20. Que pensez-vous de la proposition d'une obligation de non-excessivité s'agissant des accès se trouvant dans une telle situation intermédiaire, ainsi que de la définition des accès concernés ?

Question 21. S'agissant des accès avec levée de l'obligation tarifaire et des accès en non-excessivité, estimez-vous nécessaire que des conditions supplémentaires soient imposées ? Si oui, lesquelles ?

Question 22. Avez-vous des observations sur les obligations tarifaires proposées s'agissant de l'accès à la boucle locale cuivre d'Orange ?

Question 23. "Avez-vous des observations sur les obligations tarifaires portant sur les ressources et services associés à l'accès à la boucle locale cuivre ?"

Question 24. "Avez-vous des observations sur les propositions de l'Autorité sur la mise en place d'un encadrement tarifaire et sur la méthode de coûts envisagée ?"

L'Autorité envisage dans son projet d'analyse de marché d'alléger la régulation tarifaire sur la paire de cuivre d'Orange. Cette éventualité avait été discutée et finalement rejetée par le régulateur au cours du précédent cycle.

Nous sommes défavorables au dispositif envisagé par l'Arcep dans le cycle à venir pour les raisons détaillées ci-dessous. Nous formulons des propositions en fin de section.

**Les arguments d'Orange au soutien d'une augmentation du tarif, déjà utilisés en 2020, n'ont toujours pas trouvé de justifications... au contraire**

Alors que la situation actuelle du marché apporte encore moins de justification en faveur d'un allègement des remèdes tarifaires, l'Autorité l'envisage pour une mise en œuvre au cours du cycle à venir.

Tout d'abord, en ce qui concerne la possibilité d'une modulation géographique des tarifs du dégroupage, Orange indiquait<sup>6</sup>, dans sa contribution au cycle précédent qu'elle maintenait « *sa position comme quoi une augmentation ciblée du tarif du dégroupage dans une zone où la fermeture commerciale du réseau cuivre est envisagée à court terme, est de nature à favoriser la dynamique de migration des accès dégroupés vers la fibre, et à inciter notamment les opérateurs tiers à migrer leurs parcs résiduels d'accès cuivre* ».

Le raisonnement de l'opérateur historique consistait à dire que l'augmentation du tarif du dégroupage était susceptible d'accélérer la migration du cuivre vers le FttH en incitant « *notamment les opérateurs tiers* », qui ne semblaient pas migrer assez vite selon l'opérateur historique.

Ce raisonnement se retourne désormais contre l'opérateur historique car il pourrait être l'opérateur qui migre le plus lentement et le plus tardivement ses abonnés du cuivre vers la fibre (xDSL et RTC).

Dans le doute en 2020, l'Arcep a donc introduit dans sa décision une clause de revoyure visant à permettre « *d'ajuster le niveau du tarif à la hausse en cas de présentation concrète d'un plan de fermeture du réseau cuivre et en fonction des garanties qu'il présenterait quant à la rapidité de la transition entre cuivre et fibre* ».

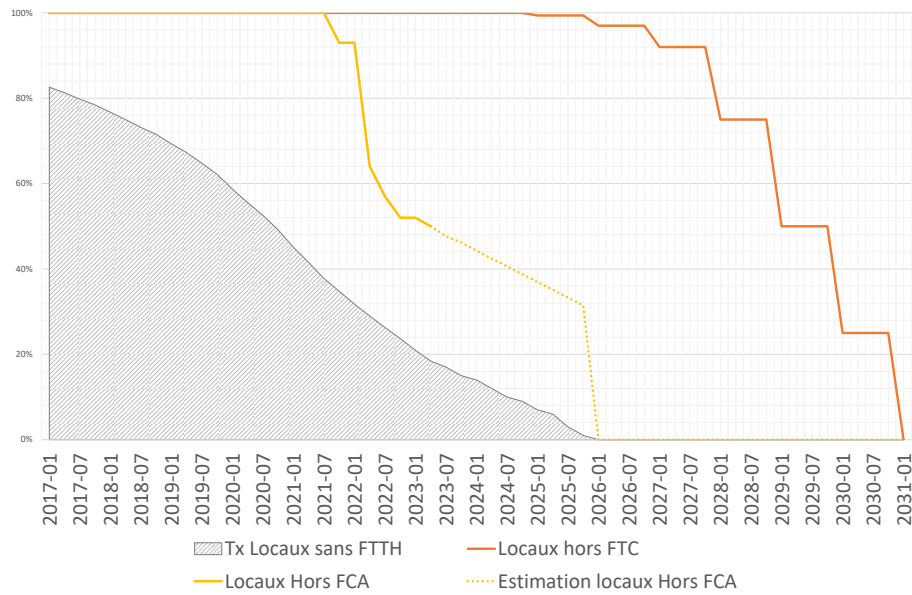
Orange a donc présenté un « Plan de fermeture du cuivre » début 2022 et l'Arcep a alors consulté le secteur afin de vérifier si les conditions de la clause de revoyure étaient remplies. Cette consultation publique a démontré que les conditions de la clause de revoyure n'étaient pas remplies : un plan de fermeture existe mais il n'est pas du tout « rapide » et il ne donne aucune garantie.

**Le rythme de migration des abonnés des opérateurs tiers est plus rapide que celui des abonnés d'Orange et le Plan d'Orange est trop lent pour avoir un effet sur la migration, et a fortiori pour les propres abonnés de détail encore sur le cuivre de l'opérateur historique.**

Comme nous l'avons indiqué à l'Autorité à plusieurs reprises, le plan d'Orange voit s'écouler en moyenne 6 ans entre la fermeture commerciale et la fermeture technique. De plus la date de fermeture technique n'est qu'indicative. Concernant le périmètre des fermetures commerciales « rapides » la date de fermeture technique est inconnue pour 80% des 20 M de lignes concernées.

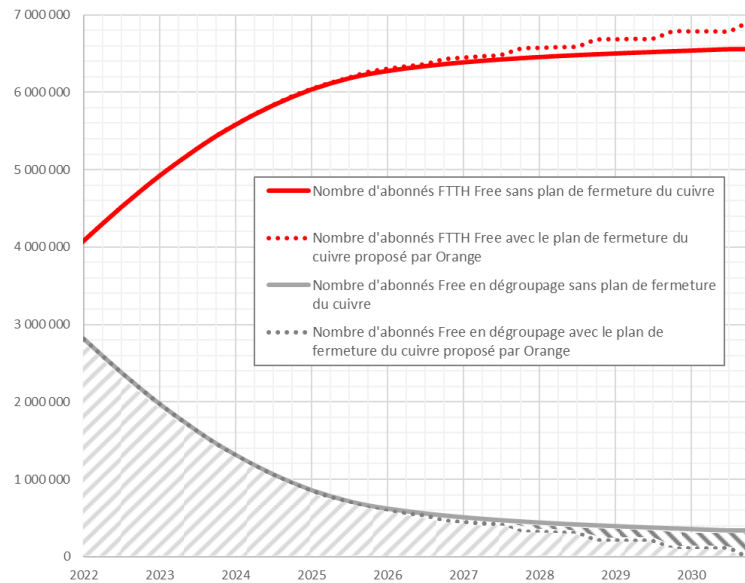
---

<sup>6</sup> Réponse d'Orange au « Projet d'évolution de la régulation pour 2020-2023 dans le cadre de la préparation des analyses de marchés fixes » - p. 49



*Délai entre la fermeture commerciale « rapide » du cuivre et la fermeture technique du cuivre tel que le prévoit actuellement le Plan de fermeture d'Orange*

Or la migration vers le FttH de Free, du fait des efforts commerciaux, est plus rapide que le rythme de fermeture proposé par Orange.



*Effet du plan de fermeture proposé par Orange sur la dynamique de migration du parc de Free du réseau cuivre vers le réseau FttH*

Le plan d'Orange est donc beaucoup trop lent pour accélérer la migration actuelle vers le FttH et ne pourra générer aucune externalité positive pour le secteur :

- avec moins de 10% des lignes fermées fin 2025 et environ 6 ans entre fermeture commerciale et fermeture technique, il n'a aucun effet significatif sur la migration FttH avant la fin de la décennie ;

- le plan n'apporte aucune garantie de fermeture même pour les échéances lointaines : le document publié par Orange indique lui-même et à plusieurs reprises que le plan et le rythme sont indicatifs, et peuvent être modifiés à tout moment.

En ce qui concerne un éventuel « signal économique » associé à l'augmentation du tarif du dégroupage, Orange regroupe à lui seul plus de 50% des abonnés cuivre actifs sur les paires de cuivre en tant qu'opérateur commercial haut et très haut débit, le remède tarifaire envisagé par l'Arcep n'aurait donc strictement aucun effet sur la majorité des abonnés du cuivre qui sont les abonnés de l'opérateur historique. Du fait de l'autoconsommation, l'opérateur dominant ne subirait aucune pression sur les tarifs de détail de ses abonnés cuivre à la suite d'une augmentation des tarifs de gros.

En revanche, ce « signal » ressemblerait plutôt à un remède « punitif » à destination des opérateurs alternatifs et/ou de leurs abonnés.

Monter le prix des abonnements Internet en cours qui représentent une dépense contrainte pour les ménages, est une idée très discutable dans un contexte inflationniste actuel<sup>7</sup> et de compression du pouvoir d'achat. Cette hausse toucherait en outre, pour partie, des abonnés cuivre souhaitant passer à la fibre mais pour qui les travaux sont coûteux voire impossibles.

Accessoirement, du fait de la vive concurrence, une hausse des prix de détail est improbable.

Par conséquent, il n'apparaît pas pertinent pour Iliad de répercuter une hausse des tarifs de gros sur les tarifs de détail des abonnés (*a fortiori* alors que l'opérateur dominant ne les augmenterait pas).

**L'Arcep semble partager le constat que l'augmentation du tarif du cuivre n'aura pas d'effet accélérateur sur le rythme actuel de migration vers le FttH : preuve en est, cet argument a disparu du projet d'analyse de marché pour justifier l'allègement des remèdes tarifaires**

L'Autorité semble partager l'analyse selon laquelle, l'argument d'accélération de la migration vers le FttH ne trouve aucune justification dans un contexte où le rythme de migration du cuivre vers la fibre par les opérateurs tiers est plus rapide que le Plan de fermeture technique d'Orange.

D'ailleurs, l'accélération de la migration du cuivre vers la fibre n'est plus mentionnée dans le projet d'analyse de marché de l'Arcep au soutien de l'argumentaire sur l'allègement des remèdes tarifaires.

En revanche, compte tenu du nombre d'abonnés d'Orange encore sur le réseau de cuivre (plus de 50%) et des échéances lointaines et incertaines de fermeture technique de son plan, c'est bel et bien l'opérateur historique qui contribue à prolonger la durée de vie de sa propre infrastructure de cuivre en y maintenant plus longtemps ses propres abonnés.

Orange ne semble pas être dérangée par cette contradiction : d'un côté, elle ne semble pas pressée de migrer ses propres abonnés cuivre (xDSL et RTC) vers la fibre et de l'autre, Orange se plaint régulièrement des coûts de maintenance de son infrastructure de cuivre<sup>8</sup>.

*In fine*, c'est l'opérateur historique qui devrait être fortement incité soit à migrer plus rapidement ses propres abonnés, soit à accélérer la fermeture technique de son infrastructure de cuivre.

<sup>7</sup> Selon les projections de l'Insee, l'inflation s'établirait à plus de 6% sur un an en juin 2023 (hors énergie et produit frais). En juin 2023, l'Insee table sur une inflation supérieure à 15% sur un an sur les produits alimentaires.

<sup>8</sup> Intervention de Christel Heydemann, directrice générale du groupe Orange, lors de son audition devant le Sénat le 30 novembre 2022.

[Un autre argument déjà utilisé par Orange en 2020 en soutien de l'augmentation des tarifs du cuivre, et qui sera probablement à nouveau avancé, est celui de « *l'incidence de la baisse des volumes* »<sup>9</sup> sur ses coûts. Cet effet, qui n'est pas une surprise dans un contexte « *de transition des réseaux en cuivre aux réseaux NGA (FttH notamment)* »<sup>10</sup> et a déjà été pris en compte par le régulateur dans les coûts réglementaires (amortissement) et dans la méthode de tarification (« construire ou acheter »). Par ailleurs, compte tenu des marges très confortables de l'opérateur historique sur le cuivre, il ne semble pas y avoir d'urgence sur le sujet. Nous y revenons à la fin de cette partie, après « Nos propositions »]

**Pour augmenter le prix du cuivre l'Arcep utilise désormais la supposée pression concurrentielle du FttH sur le cuivre. Cette analyse de l'Autorité nous semble viciée. Si le FttH exerçait effectivement une pression concurrentielle sur le cuivre, Orange aurait tendance à en baisser le prix, pas à le monter. L'arrivée d'une concurrence nouvelle fait rarement monter les prix des produits historiques**

*L'argument de l'Arcep est contraire à la doctrine économique*

L'augmentation du tarif n'aurait pas lieu dans une situation de marché concurrentielle : hors monopole, les prix des produits en voie d'obsolescence ont tendance à diminuer. Un opérateur en monopole ou en situation de dominance peut fixer ses prix indépendamment de la concurrence. L'opérateur dominant maximise son profit mais fixe des prix, souvent trop élevés, s'éloignant de l'optimum collectif.

La régulation intervient alors pour fixer un prix similaire à celui qui existerait en situation de concurrence (s'il y avait plusieurs boucles locales cuivre en superposition par exemple).

Plus largement, la fin programmée de nombreuses technologies n'a pas entraîné une explosion des tarifs sur les marchés de gros ou détail. Dans un marché aussi concurrentiel que le marché mobile, aucun opérateur mobile ne s'est risqué à augmenter les tarifs des utilisateurs qui sont encore équipés de téléphones compatibles uniquement avec les technologies 2G et le dernier abonné 2G ne payera pas 10 000 € par mois. Dans d'autres marchés encadrés ou régulés, l'arrêt des services Minitel n'a pas entraîné une augmentation des tarifs pour les utilisateurs grands-publics ou encore les nombreuses entreprises qui avaient encore recours aux fonctionnalités du Minitel pour des utilisations professionnelles entre entreprises de type « machine-to-machine ». Plus proche encore de l'activité de l'Arcep, la fin programmée du RTC n'a pas donné lieu à une augmentation des tarifs de gros ou de détail des services téléphoniques régulés, que ce soit en origination ou en terminaison, à destination du grand-public, des entreprises ou encore des utilisateurs régaliens qui y ont encore recours.

*Une substituabilité du cuivre et de la fibre actuellement imparfaite sur le marché de gros du haut et du très haut débit est une opportunité et une incitation pour Orange à l'augmentation de ses tarifs sur le cuivre*

Comme nous l'indiquions précédemment, une frange significative des abonnés (entre [...]) mettent plus de deux ans à migrer vers la fibre, voire ne migrent tout simplement jamais pour diverses raisons (environ [...] d'irréductibles).

L'augmentation des tarifs d'Orange sur le cuivre aura des conséquences néfastes pour la concurrence par :

<sup>9</sup> Considérant (25) méthode de calcul des coûts recommandée, Recommandation de la Commission du 11 septembre 2013 (2013/466/UE).

<sup>10</sup> Considérant (25) méthode de calcul des coûts recommandée, Recommandation de la Commission du 11 septembre 2013 (2013/466/UE).

- la création d'une rente pour Orange, jusqu'à ce que l'opérateur historique se décide à fermer techniquement les lignes de cuivre ;
- la diminution et le transfert des marges des opérateurs tiers pour les abonnés encore sur le cuivre appartenant à la frange la plus difficile et longue à migrer.

*Orange, puissant sur le cuivre et largement prépondérant sur la fibre, est en monopole local sur le marché de gros du haut et du très haut débit*

Nous l'avons détaillé plus haut, jusqu'à preuve du contraire<sup>11</sup>, le contexte du marché révèle une substituabilité imparfaite et durable entre le cuivre et la fibre. Dans le cadre de son avis n° 20-A-07 du 15 septembre 2020, l'Autorité de la concurrence avait indiqué au considérant 172 que :

- *« (...) tant que les accès cuivre actuellement en service demeuraient actifs, les opérateurs alternatifs ne pouvaient pas nécessairement maîtriser le rythme de bascule de leurs clients, dont certains se montrent réticents face aux travaux d'installation de la fibre. Il convient dès lors d'analyser plus finement les raisons pour lesquelles l'offre et la demande des marchés de détails ne basculent pas vers la fibre dans certains cas. En particulier, il se peut qu'une frange de clients préfèrent le cuivre ou refusent une migration pour des raisons non tarifaires. L'existence de tels aléas peut donc laisser craindre, en cas de hausse du tarif cuivre, la création d'une rente temporaire au profit d'Orange. Dans ce contexte, le dispositif qui sera mis en place par l'Arcep devra veiller aux incitations fournies aux différents acteurs, pour autant qu'ils puissent adapter leurs stratégies en fonction de ces incitations, tout en s'assurant de ne pas créer de déséquilibres financiers susceptibles de distordre la concurrence qui se développe sur les infrastructures en fibre optique.*

Or le dispositif proposé par l'Arcep semble ignorer une partie de l'analyse concurrentielle : il ne pénalise que les opérateurs alternatifs et ne fournit pas les incitations permettant de contenir les risques de « création de rente temporaire » ou de « distorsion de concurrence » au profit de l'opérateur puissant, pourtant identifiés et pointés par l'Autorité de la concurrence lors du précédent cycle.

En effet, l'Arcep semble avoir omis dans son analyse de vérifier la structure du marché de gros sur le périmètre résultant de l'application des critères envisagés.

La fermeture commerciale « rapide », selon les critères définis par l'Arcep dans son projet d'analyse de marché, est déjà mise en œuvre pour plus de 20 M de locaux sur le territoire. Le raisonnement développé par l'Autorité consiste à dire que le groupe de locaux identifiés pour la fermeture commerciale « rapide » (éligible au FttH, présence des quatre OCEN, etc.) exercent une concurrence suffisante sur les lignes de cuivre des locaux concernés pour que le remède tarifaire en orientation vers les coûts soit allégé et remplacé par un remède tarifaire en non-excessivité.

Orange a d'ores et déjà annoncé son souhait d'augmenter les tarifs du dégroupage<sup>12</sup> dans le cas où un allègement des remèdes tarifaires entre en vigueur.

Or, lorsqu'on réalise l'analyse de la structure du marché de gros constitué par ce groupe de locaux FttH concernés par la fermeture commerciale « rapide » on peut constater que :

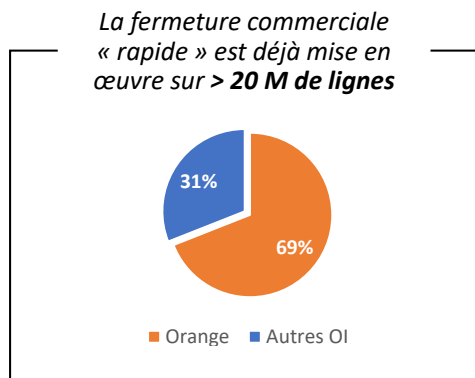
- le réseau FttH concurrent est exploité par Altitude : 1,6 millions
- le réseau FttH concurrent est exploité par Axione : 1,5 millions
- le réseau FttH concurrent est exploité par XP Fibre : 3 millions
- le réseau FttH « concurrent » est exploité par Orange elle-même : 14 millions

<sup>11</sup> « Formule magique » ou « solution miracle » qui permettrait de réussir le raccordement final quasiment à tous les coups.

<sup>12</sup> Chrystel Heydemann lors de la présentation de plan stratégique d'Orange pour 2025 « Lead the future », 16 février 2023



Au final, Orange, en tant qu'opérateur d'infrastructure du FttH, est l'offreur de gros prépondérant (69%) sur le périmètre des plus de 20 M de locaux concernés par la fermeture commerciale « rapide » et par une tarification du cuivre en non-excessivité.



Dès lors on peut logiquement s'interroger sur la pertinence d'un allègement du remède tarifaire sur l'infrastructure de cuivre du fait d'une concurrence par l'infrastructure FttH sur laquelle Orange est également l'opérateur de gros prépondérant.

On comprend aisément que le dispositif proposé par l'Arcep fournit les latitudes à l'opérateur puissant pour faire émerger précisément les risques concurrentiels pointés par l'Autorité de la concurrence. Dans cette configuration, l'opérateur puissant sur le cuivre dispose à la fois du levier tarifaire en non-excessivité et du pouvoir sur les marchés de gros cuivre et fibre pour se positionner comme le grand gagnant : Orange est incité à se créer « une rente temporaire » et à « distordre la concurrence ».

Le dispositif réglementaire tel qu'il est envisagé offre à Orange la capacité d'arbitrer l'augmentation pour maximiser sa rente sur la période (au moins 6 ans en moyenne) qui s'étalera entre la fermeture commerciale « rapide » et une date de fermeture technique tardive sur laquelle Orange n'a pris aucun engagement et n'a surtout aucune incitation réglementaire à s'engager et respecter ou à anticiper.

Il semble que le cadre réglementaire envisagé par l'Arcep n'ait pas pris en compte et pesé tous les effets concurrentiels (pour certains irréversibles) d'un allègement des remèdes tarifaires sur le cuivre. Une analyse concurrentielle approfondie semble indispensable afin d'anticiper tous les impacts et prévoir les incitations appropriées, comme le proposait l'Autorité de la concurrence dans son avis dès 2020.

**Attacher une dérégulation du tarif du dégroupage à la fermeture commerciale n'a aucun effet pour l'atteinte de l'objectif de décommissionnement du cuivre.**

L'examen des arguments utilisés et des effets induits montrent que le dispositif proposé par l'Arcep ne semble ni justifié ni à même d'introduire les incitations appropriées pour accompagner la migration des utilisateurs finals vers la fibre optique (s'il s'agit bien de l'objectif du régulateur). Au contraire (et nous espérons que ce n'est pas intentionnel), le dispositif proposé par l'Autorité semble garantir à Orange des mécanismes de récompense financière substantielle.

Quelles que soient les éventuelles promesses faites à l'opérateur historique par le Régulateur (scellées par le « Deal »), le dispositif réglementaire envisagé doit s'appuyer sur des justifications économiques et concurrentielles robustes et doit prévoir les incitations appropriées.

*Le dispositif devrait prévoir des incitations pour l'opérateur historique à rendre concrète et à respecter la date fermeture technique du cuivre*

Le principe d'attacher une dérégulation du tarif du dégroupage à une fermeture commerciale sur le périmètre d'une adresse ou d'une zone n'incite pas l'opérateur historique à fermer le cuivre. Au contraire, Orange est incitée à augmenter le délai entre l'annonce de fermeture commerciale et fermeture technique effective, dans la mesure où elle augmente ses revenus de gros sur les adresses ou zones concernées et que la réglementation ne peut pas lui imposer la fermeture technique.

Le projet d'analyse de marché prévoit plusieurs délais de « prévenance »<sup>13</sup>, en fonction du « type » et du périmètre de fermeture commerciale, qui octroient à Orange la faculté de fermer techniquement à l'issue de ces délais minimaux.

En résumé, Orange dispose donc d'un droit à fermer techniquement au bout de certains délais minimaux mais n'est à aucun moment incité par le cadre réglementaire ni à annoncer une date de fermeture technique engageante ni à respecter la date de fermeture annoncée.

La meilleure illustration de l'absence pour Orange d'incitation à fermer techniquement correspond justement au périmètre de la fermeture commerciale « rapide » déjà annoncée. Plus de 20 M de locaux sont d'ores concernés et ont fait l'objet d'une annonce depuis plusieurs trimestres. Pourtant Orange n'a pas souhaité modifier ses projections de fermetures techniques et il faudra probablement attendre jusqu'en 2029, voire au-delà, pour qu'au moins 20 M de lignes de cuivre soient techniquement fermées.

En revanche, concernant l'allègement des remèdes tarifaires, Orange n'attendra certainement pas l'imminence de la fermeture technique des 20 M de locaux sur le cuivre pour augmenter ses tarifs sur le périmètre de la fermeture commerciale « rapide » si la réglementation l'y autorise. Il est tout à fait rationnel pour Orange de ne pas réduire voire de prolonger la durée de vie économique d'une infrastructure dont la rente augmente.

Le délai de cinq à sept ans entre fermeture commerciale et fermeture technique ne nous semble avoir aucun sens. Soit le réseau est viable et il faut le garder rempli autant que possible, y compris avec des nouveaux abonnés soit il ne l'est plus et il faut le fermer au plus vite. Nous notons en particulier que le délai entre fermeture commerciale et technique a été beaucoup plus court pour d'autres produits Orange :

- Pour le minitel : moins de 6 mois entre fermeture commerciale et fermeture technique : 20 juillet 2011, Orange reporte l'arrêt du Service Minitel en procédant ainsi : arrêt de commercialisation aux nouveaux clients à la date du 1er mars 2012 ; arrêt de la location-entretien de tous les Terminaux Minitel à la date du 7 mars 2012 ; arrêt technique définitif du Service Minitel à la date du 30 juin 2012<sup>14</sup>.
- Deux ans entre fermeture commerciale et fermeture technique pour les produits et services sur réseau ATM d'Orange (DSLE, CE20, DSL Collect ATM : « *Les produits et services sur réseau ATM d'Orange (DSLE, CE20, DSL Collect ATM) ne seront plus commercialisés par Orange Wholesale France à compter du 31 décembre 2020. A compter de cette date, les opérateurs n'auront donc plus la possibilité de souscrire de nouvelle commande de produits et services ATM au titre de leurs contrats. Techniquement, le réseau sera fermé le 31 décembre 2022. Cette fermeture technique correspond à l'interruption définitive des produits et services ATM* »<sup>15</sup>

<sup>13</sup> Cf. 4.2.3. point (f) du projet de décision « Précisions sur les modalités de fermeture technique »

<sup>14</sup> <https://telecommunications.monsite-orange.fr/page-5a854449a7560.html>

<sup>15</sup> <https://wholesalefrance.orange.fr/fr/actualites/fermeture-commerciale-et-technique-du-reseau-atm-dorange/>

*Le cadre européen prévoit bien d'attacher un éventuel allègement des remèdes tarifaires à une date de fermeture technique programmée et pour une période de temps limitée*

Le projet de recommandation Gigabit de la Commission Européenne publié le 23 février 2023 prévoit (§81) que les ARN, une fois qu'un plan de décommissionnement a été notifié par l'opérateur puissant et évalué par l'ARN, que celle-ci puisse considérer une relaxe progressive du contrôle tarifaire en autorisant l'opérateur à augmenter progressivement ces tarifs. Une telle augmentation ne doit être applicable que dans les zones où la période de préavis pour le « switch-off » a démarré. Switch-off est bien entendu ici comme étant la fermeture technique, par opposition à la fermeture commerciale, désignée par le terme « commercial closure ». Ce préavis selon le projet de texte ne devrait pas dépasser 2 à 3 ans (§76).

En outre, le projet de recommandation prévoit que :

- l'ARN doit pouvoir s'assurer que la période d'applicabilité de la hausse tarifaire ne peut pas être prolongée par un éventuel retard pris dans la mise en œuvre du switch off ;
- une mesure tarifaire doit s'accompagner de garanties suffisantes pour préserver la concurrence (voir conditions a) à d) du §81).

Ainsi, le projet de recommandation vise bien à lier une hausse tarifaire éventuelle à un plan de fermeture technique (et non uniquement commerciale), sur une période courte (2-3 ans), et dans un calendrier tel qu'il permet d'éviter, sous le contrôle du régulateur, tout dérapage éventuel.

Force est de constater que le projet de l'Arcep est éloigné du schéma prôné par la Commission dans son projet de recommandation. Il nous semble inenvisageable que l'Arcep puisse ainsi ignorer ce texte, qui est en phase finale d'adoption par la Commission (l'avis du BEREC sur le texte prévu dans les prochaines semaines étant la dernière étape avant adoption) et qui s'imposera aux ARNs.

**Le cadre réglementaire européen n'impose pas de déréguler le cuivre. La Commission a ainsi validé récemment plusieurs décisions de régulateurs nationaux visant au contraire à stabiliser le prix du dégroupage, y compris dans des pays comme l'Espagne, le Portugal ou les Pays Bas plus avancés que la France en matière de FttH**

Les exemples d'autres pays européens placés dans des situations de couverture et pénétration du FttH similaires à la France n'ont pas fait le choix d'augmenter le tarif de la paire de cuivre ou introduire un mécanisme de non-excessivité tarifaire. Certaines de ces approches pourraient être plus pertinentes pour encadrer le tarif et fournir de la prévisibilité.

- L'Espagne est le grand pays européen le plus avancé en matière de FttH ; le cuivre représente environ 6% des accès fixes ; L'opérateur historique Telefonica a déjà fermé plus de 10% de ses NRA, a cédé une partie rentable de son cuivre à un tiers qui souhaite le moderniser, pour se désendetter et vise une fermeture accélérée du reste de la boucle locale de cuivre d'ici à 2025 ; Le régulateur (Comisión Nacional de los Mercados y la Competencia) a laissé inchangé le prix du dégroupage depuis 2013 à hauteur de 8,6 €/mois ; La dernière décision tarifaire a été notifiée en juin 2021 ; la Commission a donné son accord par lettre n°ES/2021/2330-2331 du 19 juillet 2021 ;
- En Allemagne le déploiement de la fibre optique est peu avancé et le câble exerce une pression concurrentielle significative ; le cuivre représente environ 68% des accès fixes ; le régulateur (BNetzA) a publié le 29 juin 2022 le plafond tarifaire du cuivre pour les dix prochaines années : le tarif du dégroupage n'excédera pas 10,65 €/mois pour les cinq prochaines années (2022 à 2027), puis 11,08 €/mois pour les cinq années suivantes (2027 à 2032) ; la Commission a donné son accord par lettre DE/2022/2377-2378 du 24 juin 2022 ;

- Aux Pays-Bas, les deux infrastructures historiques de boucles locales de cuivre et de câble se superposent et couvrent l'intégralité des locaux du pays (respectivement 100% pour le cuivre et 98,4% pour le câble) ; Les deux opérateurs historiques de ces boucles locales métalliques utilisées pour fournir des services haut et très haut débit sont tous deux opérateurs puissants en dominance conjointe sur le marché ; Le cuivre représente 28% des accès fixes et le marché est largement dominé par le câble ; Le régulateur (Autoriteit Consument & Markt) impose un mécanisme de « Safety Cap » pour la tarification de l'offre de gros de dégroupage du cuivre, corrigée annuellement de l'inflation, dans toutes ses décisions depuis 2011. Ce « Safety Cap » est encore en vigueur alors que la couverture du cuivre est la même que celle du câble et que le FttX est en cours de déploiement avec une cible de couverture de 80% des locaux à horizon 2026 (FttP pour KPN, FttH pour Open Dutch Fiber). La Commission a donné son accord par lettre NL/2018/2099 / NL/2018/2100 du 30 août 2018 ;
- Au Portugal, la technologie DSL sur cuivre est disponible pour environ 85% de la population mais elle est fortement concurrencée par le câble et le FttH dont la couverture combinée continue de progresser et couvre près de 87% des locaux ; Le cuivre représente moins de 5% du total des accès fixes contre plus de 60% pour le FttH et environ 30% pour le câble ; le régulateur (Anacom) a défini un marché pertinent incluant cuivre , fibre et câble ; le tarif du dégroupage du cuivre reste régulé et orienté vers les coûts et se situe à 8,99 €/mois. La Commission a donné son accord par lettre PT/2017/2044 du 14 décembre 2017 ;
- En Norvège, le régulateur a lancé en mars 2022, dans le cadre de l'exercice en cours d'analyse des marchés du haut débit, une consultation publique proposant de substituer à l'orientation vers les coûts un mécanisme de stabilité des tarifs du dégroupage en fixant d'ores et déjà le tarif jusque 2025. Ce projet doit faire l'objet d'une notification auprès de l'autorité de surveillance AELE (EFTA Surveillance Authority) dans le courant 2023.

Par conséquent, compte tenu de plusieurs exemples européens, il serait manifestement faux de prétendre que la dérégulation envisagée par l'Arcep lui serait imposée par la Commission ou le cadre européen ou découlerait d'une forme d'automatisme économique ou juridique.

### **Un remède en non-excessivité nous semble hasardeux à mettre en œuvre**

Comme nous l'avons indiqué dans nos précédentes écritures, un remède de non excessivité, nullement justifié comme nous l'avons développé plus haut, nous semble hasardeux à mettre en œuvre. Sauf à considérer la stabilité des tarifs, l'Autorité aura toutes les difficultés à définir et à vérifier que les tarifs d'Orange sont non excessifs. Un tel remède, qui n'existe pas au demeurant dans le code européen s'agissant d'un produit de gros, ne saurait par ailleurs apporter de la prévisibilité aux acteurs sauf si le niveau tarifaire est matérialisé ex ante.

Le droit de la concurrence ne serait par ailleurs d'aucun secours pour définir la notion : si un prix excessif par un opérateur en position dominante peut être constitutif d'un abus, les décisions sur ce type de pratiques sont restées, tant en droit communautaire que français, très rares et laissent penser que seuls des prix manifestement disproportionnés par rapport à la valeur d'un service pourraient être qualifiés d'excessifs.

En outre, il nous semble utile de rappeler les obligations tarifaires de non-excessivité qui ont été imposées par l'Autorité sur le marché de gros amont de la diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre et sur le marché 4 (devenu marché 2) de fourniture en gros d'accès de haute qualité.

Dans la décision n°12-1137, l'Autorité a imposé une interdiction de pratiquer des tarifs excessifs sur le marché de gros amont des sites répliquables mais non encore répliqués. Cette non excessivité est « évaluée sur le fondement du niveau des variations tarifaires opérées d'une année sur l'autre pour un site donné. L'Autorité considère ainsi que TDF devrait s'abstenir, pour un site donné, d'augmenter ses tarifs d'une année à l'autre de plus de 6% sans pouvoir procéder à une augmentation de plus de 15% sur l'ensemble du cycle ». Le taux de 6% « correspond à l'évolution annuelle observée en moyenne sur les sites pour lesquels TDF a augmenté son tarif entre 2009 et 2011. ».

Ces augmentations restent des plafonds, l'Autorité ayant pris le soin de rappeler : « Toutefois, il convient de préciser que l'hypothèse avancée par l'Autorité ne constitue pas une présomption irréfragable de non-excessivité et est sans incidence sur une éventuelle définition stricte de la notion de non-excessivité, qui pourrait notamment être déterminée par une autre autorité. »

Sur le marché 4 (devenu marché 2), l'Autorité a imposé à Orange une obligation de non-excessivité pour les offres ATM, offres pour lesquelles Orange a annoncé la fin de commercialisation pour fin 2020 et une fermeture technique à mi 2022.

Dans la décision 20-1448, l'Autorité note que « du fait de sa qualité d'opérateur verticalement intégré, les mouvements tarifaires effectués sur les offres de gros n'ont pas de conséquence sur les incitations d'Orange à migrer les accès ATM des clients de sa branche de détail. Dès lors, il est nécessaire et proportionné que le caractère non-excessif du tarif s'apprécie également au regard des accès ATM d'Orange commercialisés sur le marché de détail entreprises. Ainsi, une éventuelle hausse de tarifs importante visant à « vider » le réseau ne pourrait avoir lieu que si Orange a migré, à la date de ces hausses, la très grande majorité de ses accès ATM commercialisés sur le marché de détail entreprises. Par exemple, une telle hausse ne pourrait intervenir que lorsque le parc des accès ATM de détail d'Orange aura diminué de 95 % à compter du 1er mars 2020. »

De ces deux obligations imposées par l'Autorité sur les marchés de la télédiffusion et de la fourniture en gros d'accès de haute qualité, nous pouvons tirer les enseignements suivants :

- pour éviter tout choc tarifaire, une augmentation des tarifs de gros du dégroupage de plus de 6% par an et de 15% sur un cycle n'est pas acceptable ;
- ces critères ne constituent en tout état de cause pas une présomption irréfragable de non-excessivité ;
- ces plafonds sont des maximums car ils n'ont pas suffi à faire converger les tarifs vers des niveaux concurrentiels ;
- lorsque les hausses tarifaires sur les offres de gros n'ont pas d'incidence sur la migration du parc d'Orange (qui est verticalement intégré) la hausse ne doit intervenir que lorsque Orange a migré une très large part de ses accès (95% étant un seuil acceptable comme le mentionnait l'Autorité sur l'ATM).

En tout état de cause, si on regarde les deux marchés sur lesquels ces remèdes ont été mis en œuvre, on ne peut pas conclure que la concurrence s'y soit accrue ou maintenue. Le marché de la diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre s'est concentré en 2016 autour de deux acteurs aux parts de marché très déséquilibrées et en faveur de l'opérateur historique (TDF). Sur le marché entreprise, l'Arcep elle-même rappelle la difficulté à faire émerger une concurrence dynamique et durable.

*Le test de reproductibilité tarifaire pour l'Arcep reste un terrain largement inconnu, hautement contestable et glissant : il est illusoire de penser que l'Autorité sera en capacité d'y opérer une quelconque forme de contrôle efficace*

Depuis la suppression de l'homologation tarifaire des offres de détail de France Télécom, l'Autorité ne s'est plus jamais aventurée sur la régulation du marché de détail du haut (et du très haut débit). L'approche règlementaire était désormais, et en cohérence avec le cadre réglementaire, d'agir sur le marché de gros pour apporter la concurrence et l'innovation sur le marché de détail. Cela a d'ailleurs fonctionné pour faire émerger un des marchés haut et très haut débit fixe les plus innovant, dynamique et concurrentiel d'Europe.

En revanche, même si l'Autorité effectue régulièrement un suivi du marché de détail, elle n'a jamais encadré le marché de détail et ne dispose pas d'expérience (ou d'une expérience très lointaine), de données et de jurisprudence pour prendre des décisions en s'appuyant sur les tarifs des offres de détail.

Le projet de décision propose que le « *test de reproductibilité tarifaire* (soit) *fourni par Orange à la demande de l'Autorité* ». Dès lors, il paraît évident que l'opérateur historique qui aura réalisé lui-même le test (« juge et parti » dans ce cas) produira un résultat qui conforte l'augmentation tarifaire qu'il envisage.

Sur ce point, le projet de décision n'indique pas si l'Autorité prévoit de réaliser ou non un contrôle systématique du test de reproductibilité produit par Orange (méthodologie, données et résultats) et, le cas échéant, comment s'effectuerait ce contrôle du régulateur.

Dans tous les cas, une forme de contradictoire sur le test apparaît inévitable et l'Arcep, qu'elle le veuille ou non, sera à un moment ou à un autre dans la position où elle devra se prononcer sur le test de reproductibilité fourni par Orange (ne serait-ce qu'au cours d'un contentieux ou suite à une saisine par exemple d'une autre Autorité).

Imaginons alors la mise en œuvre ou le contrôle de ce test de reproductibilité tarifaire par l'Arcep. La Commission européenne donne des indications théoriques pour la mise en œuvre de ce test dans l'annexe II « *Paramètres de l'essai de reproductibilité économique ex ante* » de sa recommandation 2013/466/UE.

Pour les « produits de détail pertinents », nous pouvons prendre par exemple les offres sur cuivre de l'opérateur puissant actuellement proposées sur le marché de détail :

- l'offre de Sosh (Orange) sur cuivre à 19,99€ ;
- les offres d'Orange sur cuivre (Livebox, Livebox Up, Livebox Max) respectivement aux tarifs de 36,99€, 44,99€ et 49,99€ et qui sont toutes 5€ moins chères que les mêmes offres sur fibre.

La première question à laquelle le régulateur devra répondre concernera le marché de détail : quelle est l'offre de détail d'Orange sur cuivre qui servira de référence ? Est-ce la moins chère, est-ce une moyenne de ces offres, est-ce l'offre « la plus comparable » (selon des critères encore à définir) avec celles des opérateurs tiers (qui n'ont pas le même type ni la même variété d'offres de service) ? Ou encore une offre théorique de l'opérateur de détail efficace (notion inventée) ? etc.

Dans son projet de décision, nous comprenons que l'Arcep propose de le faire produit de détails par produit de détails alors que la Commission proposait de le faire sur les « flagship » dans sa recommandation. Quelle offre de détail d'Orange parmi les 4 offres ci-dessus devrait être utilisée pour le test alors que les tarifs de détails varient du simple à plus du double (avec les mêmes tendances sur les marges) ?

Nous n'avons pas d'avis sur la question, elle est éminemment complexe.

Les questions sur le marché de détail ne s'arrêtent évidemment pas là et devront être discutées et tranchées (éventuellement contestées) pour que le test puisse être mis en œuvre efficacement. Mais le régulateur a peut-être déjà des réponses précises à ces questions sur les « produits de détail pertinents ».

Ensuite, le test devra régler la question de la structure de coût des opérateurs, mais de quel(s) opérateur(s) ?

Dans ce cas, on se retrouve avec au moins autant de questions que pour le marché de détail. Est-ce que l'Arcep s'appuiera sur les coûts réels d'Orange que seule l'Autorité connaît (mais que les opérateurs tiers ne connaissent pas) ? Est-ce qu'elle s'appuiera sur le modèle réglementaire pour la tarification du cuivre (qui fait actuellement l'objet d'un contentieux d'Orange au Conseil d'Etat) ? Est-ce qu'elle regarde les coûts d'un opérateur tiers ?

La commission indique que les coûts de l'opérateur puissant ne peuvent pas être utilisés en l'état et que le régulateur peut « *apporter des adaptations en termes d'échelle aux coûts en aval de l'opérateur PSM afin de faire en sorte que la reproductibilité économique soit une perspective réaliste* ».

Si on s'intéresse aux coûts de Free par exemple, ils ont tendance à augmenter du fait du vidage de nos équipements du dégroupage installés dans les NRA d'Orange et des prestations connexes (coûts fixes) associés qui sont mécaniquement amortis sur moins d'abonnés. Comme nous l'avions déjà indiqué dans de précédentes écritures, Iliad supporte d'ores et déjà des surcoûts de fermeture de son activité de dégroupage du cuivre. La migration de plus de la moitié du parc DSL vers la fibre optique entraîne des déséconomies d'échelles sur le dégroupage pour les opérateurs alternatifs qui ont été incités à investir fortement dans le dégroupage (concurrence par les infrastructures sur le cuivre).

Le coût « réseau » mensuel des abonnés Free dégroupés a augmenté de [...] depuis 2018. Sur la même période l'ARPU fixe a diminué de [...]. Les reversements à Orange représentent désormais plus de 40% de l'ARPU des abonnés dégroupés ([...]). Les facteurs de hausse sont notamment : [...] % de LFO ne desservant que des NRA cuivre, coûts de présence et d'énergie amortis sur une base plus faible, augmentation des coûts de SAV internes et Orange (multiplication x 2 du taux d'incident par ligne active) et amortissement des FAS cuivre sur une période plus courte.

Est-ce que l'Autorité regardera les coûts de chaque opérateur tiers ? Utilisera-t-elle une moyenne des coûts des opérateurs cuivre du secteur ou un majorant, ce qui serait plus réaliste ? etc. Là encore, la liste des questions risque d'être encore longue... et sujet à débat

Enfin, il faudra également définir une « période de référence pertinente » pour la réalisation de ce test. Cette question n'est pas moins épineuse. La Commission indique que « la période pertinente pour cet essai de reproductibilité économique ex ante devrait être définie en fonction de la durée de vie 'client' moyenne estimée ». Est-ce qu'il faudra considérer la durée de vie d'un utilisateur final du marché haut et très haut débit (cuivre, fibre ou câble) ? Ou uniquement celle d'un client cuivre (abonné « moyen » ou abonné d'Orange ou d'un opérateur tiers) ?

Cette question est encore moins évidente dans la période actuelle où les opérateurs alternatifs font des investissements commerciaux massifs pour migrer les abonnés en cuivre et que cette durée de vie « client » cuivre est raccourcie par la migration.

Par conséquent, pour Iliad, nous continuons de penser (peut-être naïvement) que ce test de reproductibilité est trop complexe et hasardeux à mettre en œuvre et qu'il ne répondra pas à l'objectif visé. Le test de reproductibilité tarifaire ne peut pas être utilisé pour être « le seul arbitre » de l'augmentation des tarifs d'Orange et « le seul rempart » d'une tarification excessive d'Orange.

Cela ne fonctionnera pas : non seulement le test ne sera pas opérant avant un horizon lointain mais il sera très probablement contesté sur la méthode et sur les résultats et source de contentieux multiples à chaque modification tarifaire. Le seul outil qui resterait alors à la disposition du régulateur sera son pouvoir de sanction où le Collège qualifié devra instruire d'une part et trancher d'autre part sur un remède aux contours « flous » dont le test de reproductibilité n'aura vraisemblablement pas permis de fournir un résultat robuste aux contentieux.



Nous ne pouvons pas actuellement envisager sereinement l'augmentation des tarifs du cuivre sur la base des modalités prévues par l'Arcep dans son projet d'analyse de marché.

**Les textes prévoient bien une fin à la régulation mais n'imposent aucun automatisme en la matière et privilégient la recherche d'un équilibre par le régulateur**

Le L 37-2-III du CPCE formule un propos général et de l'ordre des principes sur l'éventuelle dérégulation des obligations faites à l'opérateur puissant et précise que :

- (...) « L'Autorité n'impose d'obligations aux opérateurs réputés exercer une influence significative sur un marché du secteur des communications électroniques qu'en l'absence de concurrence effective et durable et les supprime dès lors qu'une telle concurrence existe.
- Lorsqu'elle envisage de supprimer de telles obligations, l'autorité veille à ce que les opérateurs bénéficient d'une période de préavis appropriée, établie en recherchant un équilibre entre la nécessité d'assurer une transition durable pour les bénéficiaires de ces obligations et les utilisateurs finals, le choix des utilisateurs finals et la nécessité de ne pas maintenir la régulation plus longtemps que nécessaire.
- L'autorité peut fixer les conditions et les périodes de préavis spécifiques en ce qui concerne les conventions d'accès en vigueur. »

Même si l'Arcep a choisi historiquement d'agir uniquement sur le marché de gros et sur la concurrence sur ce segment, l'objectif visé a toujours été « la concurrence effective et durable » sur le marché de détail au bénéfice des utilisateurs finaux.

Or, nous avons montré dans nos développements que la « concurrence effective et durable » n'est pas parfaite sur le marché de détail (substituabilité incomplète entre cuivre et fibre pour un nombre significatif d'abonnés) et que le dispositif d'allègement tarifaire envisagé par l'Arcep présente des risques sérieux pour la concurrence (rentes injustifiées et distorsion de concurrence).

Il n'y a aucun « automatisme » dans la loi ou les textes européens à la dérégulation ou l'allègement des obligations qui pèsent sur l'opérateur puissant du fait d'une concurrence sur le marché de gros.

La loi demande en revanche au régulateur de « **un équilibre** entre la nécessité d'assurer une transition durable pour les bénéficiaires de ces obligations et **les utilisateurs finals, le choix des utilisateurs finals** et la nécessité de ne pas maintenir la régulation plus longtemps que nécessaire. »

L'article 74 du code européen des communications électroniques et postes transposé précise que « l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse peut ne pas imposer ou ne pas maintenir les obligations mentionnées au 4) du I du présent article **dans les cas où elle établit qu'il existe une pression sur les tarifs de détail** et que les obligations imposées conformément aux 1), 2), 2)bis, 3) et 5) du même I, notamment tout test de reproductibilité économique qui serait imposé en application du 2) dudit I, garantissent un accès effectif et non-discriminatoire. »

Dans le cas du marché français, l'Arcep peut vérifier aisément qu'il y a un problème sur le marché de détail : la pression concurrentielle vient des tarifs de l'offres de détail en cuivre de l'opérateur historique.




## Version publique

Fibre

ADSL

Prix exclusif Web

**Livebox**



Internet Haut débit en ADSL ou VDSL2  
Wi-Fi 5

L'essentiel d'Internet et de la TV d'Orange


**23,99 €** /mois  
pendant 12 mois puis 36,99 €/mois  
Engagement 12 mois

Tester l'éligibilité

Voir en détails

Netflix offert 6 mois

**Livebox Up**



Internet Haut débit en ADSL ou VDSL2  
1 Répéteur Wifi 6

Plus de confort quand toute la famille est connectée

**NETFLIX**  
STANDARD  
6 mois offerts sur demande, puis 13,49€/mois


**31,99 €** /mois  
pendant 12 mois puis 44,99 €/mois  
Engagement 12 mois

Tester l'éligibilité

Voir en détails

Netflix offert 6 mois

**Livebox Max**



Internet Haut débit en ADSL ou VDSL2  
Jusqu'à 3 Répéteurs Wifi 6

Un wifi premium pour se divertir et partager avec sérénité

**NETFLIX**  
STANDARD  
6 mois offerts sur demande, puis 13,49€/mois

**36,99 €** /mois  
pendant 12 mois puis 49,99 €/mois  
Engagement 12 mois

Tester l'éligibilité


Voir en détails

Fibre

ADSL

Prix exclusif Web

**Livebox Fibre**



Jusqu'à 1500 Mbit/s 1500 Mbit/s  
Wi-Fi 5

L'essentiel d'Internet et de la TV d'Orange


**23,99 €** /mois  
pendant 12 mois puis 41,99 €/mois  
Engagement 12 mois

Tester l'éligibilité

Voir en détails

Netflix offert 6 mois

**Livebox Up Fibre**



Jusqu'à 12 Gbit/s partagés 1600Mbits  
1 Répéteur Wifi 6

Plus de confort quand toute la famille est connectée

**NETFLIX**  
STANDARD  
6 mois offerts sur demande, puis 13,49€/mois


**31,99 €** /mois  
pendant 12 mois puis 49,99 €/mois  
Engagement 12 mois

Tester l'éligibilité

Voir en détails

Netflix offert 6 mois

**Livebox Max Fibre**



Jusqu'à 12 Gbit/s 1800 Mbit/s Wifi 6E,  
jusqu'à 3 Répéteurs Wifi

Une connexion et un wifi premium pour se divertir et partager avec sérénité

**NETFLIX**  
STANDARD  
6 mois offerts sur demande, puis 13,49€/mois

**36,99 €** /mois  
pendant 12 mois puis 54,99 €/mois  
Engagement 12 mois

Tester l'éligibilité

Voir en détails

Orange est le seul<sup>16</sup> opérateur du marché à promouvoir et commercialiser ses offres ADSL 5€ (à 10€ pour Sosh) moins cher que les mêmes offres sur fibre. La branche de détail de l'opérateur historique cherche vraisemblablement à fixer durablement les abonnés sur son réseau de cuivre.

Nous souhaitons tous la migration « rapide » vers la fibre... sauf Orange manifestement.

<sup>16</sup> En ce qui concerne Sosh la différence cuivre vs fibre est encore plus grande autour de 10€. RED by SFR positionné sur le même segment « low cost » est le seul opérateur tiers à avoir une stratégie de suiveur qui ne pourrait pas perdurer en cas d'augmentation des tarifs d'Orange.

### **Nos propositions**

Quelle que soit la forme de régulation qui sera retenue *in fine* par l'Arcep, il est essentiel que celle-ci soit prévisible pour les acteurs du marché, d'autant plus que la zone de régulation allégée est large, couvre plus de la moitié des lignes en début de cycles et la totalité d'ici 2026.

Nous pensons que la seule option raisonnable au regard des impératifs de prévisibilité et de sécurité juridique est de fixer un Price Cap (ou « Safety Cap ») explicite, éventuellement croissant dans le temps.

Dans sa mise en œuvre, le dispositif devrait :

- conditionner l'allègement du contrôle tarifaire du dégroupage, c'est-à-dire la relaxe de l'obligation d'orientation vers les coûts, pour certaines lignes cuivre à deux et uniquement deux critères :
  3. la date de fermeture technique de la ligne a préalablement été programmée et rendue publique et
  4. cette date est prévue dans un délai de moins de trois ans.
- substituer, pour les lignes considérées, l'obligation d'orientation vers les coûts par un Price Cap (ou « Safety Cap ») juridiquement opposable, explicitement défini par l'Autorité dans le dispositif de sa décision d'analyse de marché. Ce Price Cap(ou « Safety Cap ») pourrait être progressif avec une hausse modeste sur la période comprise entre trois ans et un an avant la fermeture technique et plus importante au cours de la dernière année.

Dans le cas où la date de fermeture technique annoncée et rendue publique n'est pas respectée, repoussée ou annulée, quels que soient les motifs, alors que l'allègement du tarifaire a été déclenché et qu'Orange a commencé à augmenter ses tarifs, Orange devra restituer l'augmentation tarifaire correspondant à la durée de retard de la fermeture technique sur la base du tarif en cours le jour de l'annonce du retard.

L'ensemble de ces critères sont nécessaires pour que l'opérateur puissant dispose également des incitations appropriées.

**Le modèle tarifaire du dégroupage actuellement utilisé par l'Arcep, qui applique les recommandations communautaires et fournit le signal approprié « construire ou acheter » est pertinent, notamment pour prendre en compte « l'incidence de la baisse des volumes provoquée par la transition des réseaux en cuivre aux réseaux NGA »**

*Le modèle de tarification en orientation vers les coûts utilisé par l'Arcep est totalement adapté au contexte actuel de migration vers la fibre*

Dans sa recommandation sur les « obligations de non-discrimination et des méthodes de calcul des coûts cohérentes pour promouvoir la concurrence et encourager l'investissement dans le haut débit » de 2013, la Commission européenne incitait les régulateurs à utiliser un modèle de tarification appropriée pour favoriser l'investissement dans les réseaux à très haut débit et accompagner la migration depuis le cuivre vers ces réseaux.

La Commission européenne indiquait :

*« Une telle méthode devrait reposer sur un réseau moderne efficace, répondre au besoin de disposer **de tarifs de gros d'accès par le cuivre stables et prévisibles sur la durée**, qui évitent les fluctuations et chocs trop importants, afin de fournir un **cadre d'investissement clair et de pouvoir générer des tarifs de gros d'accès par le cuivre orientés vers les coûts**, qui servent de référence pour les services NGA, et prendre en compte, de façon appropriée et cohérente, **l'incidence de la baisse des volumes provoquée par la transition des réseaux en cuivre aux réseaux NGA**, c'est-à-dire éviter l'augmentation artificielle des tarifs de gros d'accès par le cuivre qui, autrement, serait observée du fait de la migration de la clientèle vers le réseau NGA de l'opérateur PSM. »*

Le contexte de la migration du cuivre vers la fibre en France correspond exactement à celui pointé par la Commission européenne dans sa recommandation et L'Arcep applique pour l'orientation vers les coûts du cuivre une méthode de tarification qui répond en tout point aux objectifs.

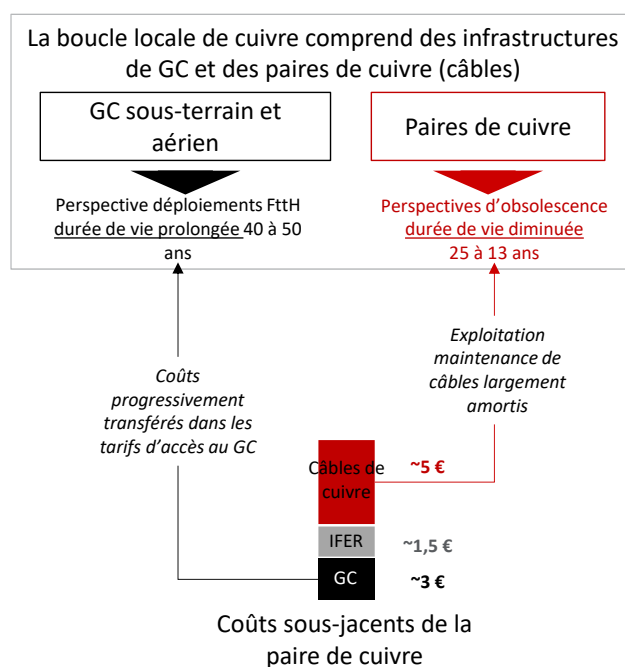
C'est la bonne méthode (« construire ou acheter ») qui envoie les bons signaux (tarifs du cuivre stables et prévisibles sur la durée) et préservent un cadre d'investissement clair (investissements encore massifs à venir dans les raccordements finaux) au bon moment (migration vers le FttH d'ici à l'horizon du prochain cycle d'analyse de marché).

*Les tarifs actuels ont d'ores et déjà été fixés dans une perspective d'extinction*

En 2012, l'Arcep modifie la durée d'amortissement des actifs de la boucle locale cuivre en justifiant ainsi sa décision 2012-0007 :

« L'avènement de la fibre aura pour effet d'accélérer l'obsolescence des câbles en cuivre, ce qui, conformément à l'orthodoxie comptable, conduit à envisager une réduction de la durée d'amortissement des câbles »

« il semble pertinent **d'envoyer au marché un signal fort sur la transition du cuivre vers la fibre optique** et de permettre que, en 2025, les câbles en cuivre actuellement en service soient complètement **amortis** »



En 2017, l'Arcep change la méthode de comptabilisation des coûts de la boucle locale cuivre :

« les estimations qu'a pu réaliser l'Autorité à titre purement prospectif sur la prochaine décennie à partir des coûts d'Orange semblent montrer que le signal économique et tarifaire envoyé par cette méthode [coûts comptables] pourrait s'avérer inapproprié dans un contexte de transition technologique où le vidage du réseau cuivre vers les réseaux très haut débit s'accélère »

« **il est souhaitable**, ainsi que le recommande également la Commission européenne, de **fournir aux acteurs** d'une part de la prévisibilité, et d'autre part, **d'avantage de stabilité sur le niveau tarifaire du dégroupage**, qui est l'élément le plus structurant du marché actuel de l'accès local en position déterminée »

« Si le principe même d'un encadrement tarifaire permet de donner de la prévisibilité à court et moyen terme, **il importe de maîtriser à plus long terme d'éventuelles variations erratiques du tarif de dégroupage** »

« **la boucle locale optique mutualisée** telle qu'en cours de déploiement en France **devrait être l'infrastructure de référence d'accès fixe local** comme l'est aujourd'hui encore la boucle locale cuivre »

*Il n'y a aucune urgence vitale à augmenter les tarifs du cuivre du fait de la baisse des volumes. Plus largement, le cuivre a été rentable pour Orange depuis 20 ans, l'opérateur historique ne fait pas face à un « péril mortel » du fait du vidage de son réseau de cuivre obsoléscent*

Le « baromètre de la diffusion des nouvelles technologies en France », publié par le CREDOC en 2002, fournit un éclairage utile sur les perspectives à cette date de la boucle locale de cuivre et titrait « quel avenir pour le téléphone fixe ? »

### Quel avenir pour le téléphone fixe?

---

**Parallèlement, la proportion d'individus qui n'ont pas d'abonnement au téléphone fixe continue de s'accroître.** Aujourd'hui, plus d'une personne sur neuf ne dispose pas d'accès au réseau filaire : surtout les jeunes (26% des moins de 25 ans) et les plus démunis (21% des titulaires de revenus inférieurs à 6 000 F par mois). En fait, **les possesseurs d'un mobile tendent à abandonner le fixe lorsqu'ils ont peu de moyens. L'effet de substitution est très net chez les ouvriers et les étudiants.** A la vérité, l'avenir du téléphone fixe dépend non seulement de la progression du téléphone mobile, mais aussi de la bataille que se livrent actuellement les fournisseurs d'accès à Internet : le choix des internautes (une simple

Le mouvement de substitution fixe mobile qui s'amorçait au début des années 2000 aurait entraîné le déclin de la téléphonie fixe sur cuivre et par conséquent du réseau de cuivre de « France Télécom ». Une convergence d'évènements « providentiels » tels que la généralisation des technologies xDSL, innovantes à cette époque, et l'ouverture de l'accès à la boucle locale aux opérateurs alternatifs grâce au décret dégroupage (décret n° 2000-881), soutenu par les équipes de l'ART, a retardé la « mort » programmée du réseau métallique.

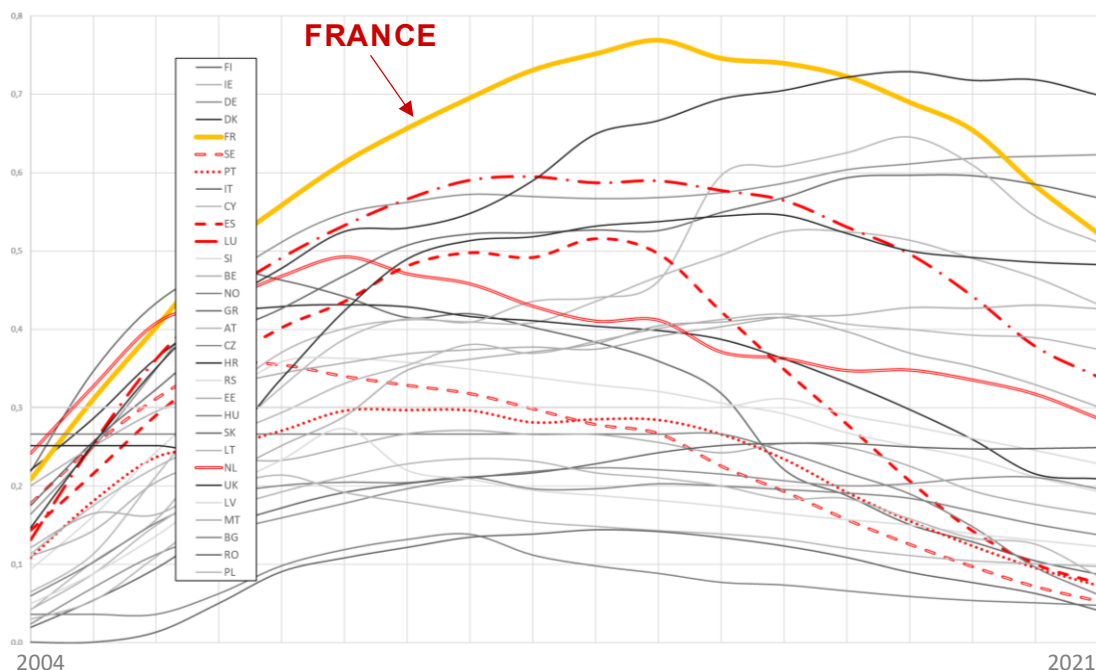
La concurrence par les infrastructures apportée par le dégroupage a marqué l'explosion du marché de l'ADSL et du haut débit en France. Pourtant, avant 2000 et depuis le lancement des premières offres ADSL par Wanadoo en 1995, le marché ADSL en France restait relativement discret et en progression lente (de 0 à 3% de la population en haut débit DSL entre 1995 et 2000). En outre, l'activité de « France Télécom » et sa filiale Wanadoo, alors le seul FAI et opérateur d'infrastructure ayant « accès » à la boucle locale de cuivre, était largement déficitaire sur l'activité de fourniture de service Internet (le chiffre d'affaires étant porté principalement par l'activité d'annuaire)<sup>17</sup>.

Au début des années 2000, dans un contexte de déclin de la téléphonie fixe et d'incertitude de son activité de FAI, le rebond de l'utilisation du réseau cuivre et le niveau de pénétration et de rentabilité qui en a découlé par la suite ne pouvaient être qu'inespérés pour « France Télécom ».

Par rapport à d'autres opérateurs historiques en Europe, le taux d'utilisation et de pénétration du réseau de cuivre d'Orange a été considérable alors même que le tarif du cuivre en France est resté dans la moyenne haute.

---

<sup>17</sup> <https://www.01net.com/actualites/internet-plombe-wanadoo-141886.html>



*Evolution du taux de pénétration du xDSL sur cuivre*

Au sud de l'Europe le fixe sur cuivre a eu un taux de pénétration faible, de l'ordre de 55% en Italie par exemple contre plus de 85% en France. Au nord de l'Europe, la moitié des accès fixes sont en câble. Le taux de remplissage du cuivre pour les accès haut débit n'a jamais dépassé 50%.

Au bilan, à tarif du dégroupage constant, quel que soit le scénario de vidage actuel du cuivre, Orange aura bénéficié sur la période de 2000 à 2030 d'un taux de remplissage et d'un revenu supérieur à la plupart des opérateurs historiques européens<sup>18</sup>.

### Les tarifs du cuivre couvrent les coûts

Dans son audition devant la commission des affaires économiques au sénat le 30 novembre 2022, Christel Heydemann, directrice générale d'Orange a affirmé qu'Orange consacre chaque année 500 millions d'euros pour l'entretien et la maintenance du réseau cuivre. Ces coûts sont amenés à s'accroître (+37% selon Orange) en dépit de la baisse du nombre de lignes actives. « Orange se prépare à un changement majeur de modèle économique : baisse des revenus annuels sur le marché de gros à 1 milliard d'euros après 2025 et hausse des coûts de 500 millions d'euros par an pour la location de la fibre où nous ne sommes pas OI. Trou d'air de 1,5 milliard d'euros par an dès 2025. ».

S'agissant d'un changement de modèle, Orange a longtemps été l'opérateur ayant le monopole d'exploitation de 100% du réseau cuivre. Avec la multiplicité des acteurs d'infrastructures sur la fibre, Orange devient client d'autres opérateurs sur certaines parties du territoire (environ 40%). Orange devient donc, à l'instar de tous les autres opérateurs, un opérateur alternatif sur certains réseaux. Ce n'est ni singulier ni injuste. Cela place Orange dans un modèle comparable à celui des autres opérateurs qui, tous, doivent supporter des coûts importants pour accéder aux réseaux fibre des autres opérateurs et notamment celui d'Orange.

Orange laisse à penser qu'ils perdent beaucoup d'argent avec les principaux arguments suivants :

<sup>18</sup> Les 2 seuls pays, sur 27, où le taux de remplissage du cuivre peut dépasser celui d'Orange en moyenne sur 2000 – 2030 sont l'Allemagne et le Royaume-Uni, du fait du très faible développement de la fibre dans ces deux pays.

- Orange soutient être en déficit sur le réseau cuivre dont l'entretien et la maintenance lui coûteraient 500 millions d'euros par an ;
- L'Arcep se serait trompée dans ses calculs de coût et les opérateurs alternatifs ne leur paieraient pas ce qu'il faut sur les réseaux fibre.

Le réseau cuivre a été construit essentiellement dans les années 1970. La durée de vie des actifs de génie civil de boucle locale a été établie par l'Arcep en 2005 à 40 ans, celle des câbles en cuivre à 25 ans (décision n°05-0834 du 15 décembre 2005). Les actifs de la boucle locale cuivre sont donc aujourd'hui totalement amortis.

La seule question légitime est dès lors de savoir si les coûts d'exploitation et de maintenance d'Orange sont couverts par les recettes perçues par Orange au titre de l'utilisation de sa boucle locale de cuivre.

Or, les données chiffrées publiques montrent qu'Orange est bénéficiaire sur le cuivre et continuera à l'être.

En effet, les recettes tirées par Orange au titre du dégroupage sur le marché de gros auprès des opérateurs tiers et auprès de sa branche de détail (autoconsommation<sup>19</sup>) couvrent largement les coûts d'entretien et de maintenance du réseau cuivre. Au total ces recettes représentaient en 2021 plus de 1,6 milliard d'euros<sup>20</sup>. Si l'on déduit la fiscalité spécifique aux réseaux de télécommunication fixes (taxe IFR), Orange a dégagé en 2021 un total de recettes (dégroupage et autoconsommation) d'environ 1,3 milliard d'euros sur le cuivre qui couvrent largement les 500 m€ cités par Orange.

Plus globalement, depuis la privatisation de France Télécom en 1997, Orange a tiré des revenus de la boucle locale cuivre extrêmement confortables. Lors de la privatisation de France Télécom en 1997, la boucle locale cuivre était valorisée à 60,174 milliards de francs, soit 9,2 milliards d'euros au sein des comptes de France Télécom. Depuis lors, Orange a tiré d'importants revenus de cet actif. Sur la période 2004-2021 Orange aura ainsi perçu 36 milliards d'euros de recettes au titre du dégroupage. Ce montant est donc considérable en comparaison de la valeur inscrite dans les comptes de France Télécom. En outre, suite à la fermeture progressive de la boucle locale de cuivre (largement amortie), cette infrastructure conservera une valeur résiduelle<sup>21</sup> correspondant à la valeur du métal de cuivre qui pourrait être revendu suite à la dépose de tout ou partie du réseau.

S'agissant du second point sur le modèle de tarification en vigueur, ce dernier est recommandé par le cadre européen depuis 2013 et a fait l'objet de nombreuses discussions et consultations publiques en amont de sa mise en œuvre. Il semble étonnant qu'Orange conteste aujourd'hui un modèle qui a été recommandé de longue date par le cadre européen (consultations publiques au niveau européen), largement discuté en France (consultations publiques en France) et utilisé depuis déjà quelques années.

Enfin, la situation d'Orange est à mettre en regard de celle des autres opérateurs. Les opérateurs alternatifs supportent des déficits sur l'activité fixe depuis quelques années et cela encore pour les prochaines années. Tous les opérateurs alternatifs ont ainsi dû céder des actifs réseaux (pylônes, fibre) pour financer le déploiement du FttH. Orange reste a contrario l'opérateur le moins endetté et ayant cédé peu d'actifs et pour qui l'activité fixe dégage une trésorerie abondante.

Question 3. Avez-vous des remarques sur les obligations imposées de faire droit aux demandes raisonnables d'accès ?

<sup>19</sup> L'autoconsommation correspondent aux recettes internes perçues par la branche de gros d'Orange pour les paires de cuivre utilisées par la branche de détail d'Orange pour la fourniture des services ADSL des abonnés d'Orange.

<sup>20</sup> En moyenne 14 millions d'accès \* 9.65 €/ mois \* 12 mois.

<sup>21</sup> Selon un article de « La Tribune » du 23 juin 2022, intitulé « Télécoms : le réseau cuivre d'Orange, un trésor de plusieurs milliards d'euros », en fonction du cours des métaux et en prenant en compte les frais de dépose et les coûts de recyclage des câbles, la valeur résiduelle nette du métal pourrait être comprise entre 4 et 6 Mds€ pour Orange.

Question 4. A l'horizon du 7ème cycle d'analyse de marché, estimez-vous nécessaire de maintenir l'ensemble des obligations relatives au réaménagement de la boucle et sous-boucle locale cuivre ?

Comme nous l'avons indiqué dans nos précédents développements, le prochain cycle d'analyse de marché ne verra pas ou très peu de la mise en œuvre de la fermeture technique du réseau de cuivre d'Orange. En effet, moins de deux millions de prises seraient fermées avant 2027, il faudra attendre 2028 pour qu'au moins 25% des lignes de cuivre soient techniquement fermées (les fermetures techniques pour les 75% de lignes restantes s'effectuant à l'horizon le plus lointain du dispositif, soit 2029-2030).

Par conséquent, au moment où l'Autorité est susceptible d'initier les travaux consultatifs de révision du cycle 7 d'analyse de marché à venir courant 2027, moins de 2 millions de lignes de cuivre seraient fermées techniquement et moins de 50% seraient fermées techniquement à l'horizon du prochain cycle d'analyse de marché (fin 2028). Le Plan d'Orange prévoit la fermeture technique de la majorité des lignes de cuivre de son réseau au cours du cycle 8 d'analyse de marché qui couvrira la période 2029/2033.

Compte tenu du fait que la majorité des fermetures techniques devraient intervenir au cours du cycle d'analyse de marché suivant (cycle 8 – 2029/2033), il nous paraît absolument nécessaire que l'Autorité maintiennent l'ensemble des obligations d'accès en vigueur au cours du cycle à venir d'analyse de marché (cycle 7).

Question 5. En particulier, estimez-vous nécessaire ou utile de maintenir les obligations concernant l'offre PRM ?

Dans la mesure où Free a dégroupé la quasi-totalité des NRA-MED qui ont été construits dans le cadre de l'offre PRM, il est nécessaire de conserver toutes les obligations d'accès à ces infrastructures de sous-boucle locale et les obligations de fournir l'ensemble des prestations qui y sont associées à tarifs inchangés (hébergement, fibre optique, etc.). En effet, pour un opérateur dégroupé, un NRA-MED reste un NRA de dégroupage comme un autre (dont la taille est simplement inférieure en moyenne). Les obligations imposées à l'opérateur puissant n'ont aucune raison d'être allégées ou modifiées sur ce type de NRA-x.

Nous souhaitons également rappeler à l'Autorité qu'à l'exception de la partie du site contenant les têtes de répartition cuivre, les NRA-MED (partie de l'armoire qui accueille les équipements actifs, fibre optique entre le NRA et le sous-répartiteur, génie civil support de l'armoire, chambre, etc.) ne font pas partie du patrimoine d'Orange. Ces infrastructures ont été en très grande majorité financées par des fonds publics dans le cadre de projet de RIP. L'opérateur historique ne peut donc pas en disposer à sa guise.

En outre, Free a utilisé certains de ces NRA-MED pour y raccorder des antennes mobiles dans les cas où nous étions autorisés à le faire (signature de « l'annexe 4 »).

Dans le cadre de la fermeture du cuivre il sera important de veiller à ce que ces sites puissent faire l'objet d'un suivi approprié.

Question 6. Que pensez-vous du dispositif relatif aux mailles de fermeture proposé ? Quelle est votre position concernant un découpage adapté au traitement des communes les plus peuplées ? Faudrait-il selon vous prévoir une maille de fermeture infra communale et, le cas échéant, laquelle et pour quelle raison ?



La maille communale pour la fermeture du cuivre nous convient et est nécessaire pour atteindre l'objectif de fermeture complète. Cette maille est facilement comprise par les utilisateurs et une part de la réussite du plan de fermeture reposera sur la bonne communication et compréhension du public. La fermeture à la maille de l'arrondissement municipal présente les mêmes avantages que la maille communale.

En ce qui concerne la maille infra-communale, comme nous l'indiquons dans notre contribution au « Bilan et perspectives », un mécanisme de fermeture technique à la maille de l'adresse peut permettre d'accélérer la fermeture car celle-ci est susceptible d'intervenir progressivement sans attendre que la plaque entière soit « prête » à être fermée. Un tel mécanisme serait particulièrement efficace, notamment en ZTD par le regroupement de nombreuses adresses identifiées définissant une maille infra-communale d'adresses.

*In fine*, le véritable enjeu est de s'assurer qu'Orange ferme techniquement effectivement son cuivre dans un délai raisonnable encadré après l'annonce d'une fermeture commerciale (cf. développements précédents et « Nos propositions »).

Question 7. Pour permettre le recours à un délai de prévenance réduit à 18 mois entre l'annonce de la fermeture commerciale et la fermeture commerciale effective, l'Arcep souhaiterait retenir des critères relatifs à des taux minimaux de déploiement FttH, de mutualisation à la maille des PM concernés et de migration des abonnés des réseaux cuivre vers les réseaux FttH. Ces critères vous apparaissent-ils pertinents ? Quelle devrait être la valeur des taux retenus ? D'autres critères doivent-ils être envisagés notamment pour rendre compte des enjeux spécifiques au marché entreprise, ou la spécificité de certains territoires (par exemple la présence de NRA-ZO ou de NRA-MED) ?

Les opérateurs alternatifs se sont accordés lors d'un échange multilatéral en juillet 2022 sur des critères nécessaires à respecter à la maille de la commune pour préserver « l'intérêt des utilisateurs finaux » :

- Critère 1 (orienté OI) : nous estimons qu'une commune devrait être couverte en FttH pour faire l'objet d'une fermeture. A tout le moins, la couverture devrait être supérieure à 95% ;
- Critère 2 (orienté OC) : il semble plus sage d'initier la fermeture du cuivre sur les communes qui ont le moins de lignes cuivre xDSL actives (<20%) ;
- Critères 3 : des offres et une qualité de services sur le fttH équivalentes ou supérieures à celle du cuivre

Concernant les NRA-MED nous renvoyons à notre réponse à la question 5.

Question 8. Que pensez-vous de la faculté introduite d'une fermeture technique à l'adresse et des délais associés envisagés par l'Autorité ?

Comme nous l'indiquons dans nos précédentes écritures, nous sommes favorables à la possibilité d'une fermeture technique à l'adresse.

Nous renouvelons également l'ensemble de nos remarques concernant l'importance d'incitations pour l'opérateur historique à programmer et respecter les dates de fermetures techniques (cf. « Nos propositions »).

Question 9. Que pensez-vous des dispositions envisagées visant à adapter le critère de l'actuel cycle s'agissant de la couverture préalable de la totalité des locaux en FttH, en particulier pour le traitement des refus tiers, des locaux « raccordables sur demande », des locaux « raccordables sur demande à tarif spécifique » et des locaux non raccordés au réseau cuivre ou ne disposant pas lignes cuivre actives depuis plus de 24 mois ?

Nous partageons l'analyse de l'Arcep quant à l'adaptation du critère de couverture préalable de la totalité des locaux en FttH concernant la possibilité de fermer les locaux faisant l'objet des refus tiers, les locaux non raccordés au réseau cuivre ou ne disposant pas lignes cuivre actives depuis plus de 24 mois.

En revanche, nous sommes plus réservés en ce qui concerne les locaux « raccordables sur demande », des locaux « raccordables sur demande à tarif spécifique ».

Comme nous l'indiquons dans nos précédentes écritures, le délai réglementaire de création du PBO par l'OI allant jusqu'à six mois à partir de la commande par l'OC reste relativement théorique : actuellement il est difficile de dire à un client « prend la fibre chez moi, et tu seras raccordé dans environ 7 mois... si tout va bien ».

Ce délai se heurte à l'enjeu central pour l'OC qui est de conserver le lien avec son futur abonné tout au long des étapes de cette « commercialisation pour l'avenir » du service a fortiori si l'opérateur d'infrastructure prend du retard et dépasse le délai réglementaire.

La lecture du cadre réglementaire laisse supposer qu'en l'absence de demande de raccordement d'un utilisateur sur le marché de détail, les locaux RAD resteraient dans ce statut au-delà du délai de complétude de la zone.

Le maintien de locaux au statut RAD, couplé à la fermeture annoncée du réseau de cuivre et aux problématiques de commercialisation mentionnées ci-dessus pourrait à terme isoler les locaux concernés des réseaux FttH.

Nous comprenons que pour les RAD, la combinaison des critères suivants est nécessaire :

- « la disponibilité d'une solution technique alternative à très haut débit » ;
- « l'existence d'offres fibre de gros et détail effectives sur ces catégories de locaux » ;

Nous attirons donc à nouveau l'attention de l'Autorité sur la difficulté de commercialisation liée à l'acceptation par un client final d'un délai d'attente d'au moins 6 mois lorsqu'il souhaite être raccordé. Ce délai est très (trop) long commercialement et l'existence d'une offre de détails ne correspond pas à la réalité, y compris pour les opérateurs d'infrastructures verticalement intégrés.

Par conséquent, nous pensons que pour les locaux « raccordables sur demande » et les locaux « raccordables sur demande à tarif spécifique », il serait nécessaire que les OI s'engagent (ou que l'Arcep révisé sa recommandation en ce sens) :

- à réduire le délai de mise en service du RAD pour qu'il soit acceptable pour un client final : un délai compris entre 30 jours et 3 mois<sup>22</sup> paraîtrait plus raisonnable (les abonnés ont l'habitude d'attendre au maximum 30 jours sur le cuivre) pour les RAD « standards » et 6 mois uniquement pour les RAD « à tarifs spécifiques » ;
- à verser une pénalité en cas de non-respect du délai de déploiement à la suite d'une commande sur un RAD.

Ces critères sont susceptibles de favoriser l'émergence d'offre de détails sur les RAD et pourraient donc permettre l'adaptation du critère de couverture préalable.

<sup>22</sup> Un délai de 3 mois est recommandé dans le guide « Objectif Fibre » pour le raccordement par l'OI des locaux neufs ou en rénovation.

Question 10. Que pensez-vous des mécanismes de contrôle de la mise en œuvre des critères préalables à la fermeture de la boucle locale cuivre envisagés ? Estimez-vous que d'autres mécanismes de contrôle devraient être mis en place ? Si oui, lesquels ?

Préalablement à l'annonce d'une fermeture commerciale, les locaux de la zone concernée devront respecter les critères discutés à la question 9. A défaut la fermeture commerciale du cuivre devra être reportée.

Nous proposons de renforcer les obligations de transparence d'Orange vis-à-vis des opérateurs commerciaux en amont d'une fermeture commerciale. Les informations préalables suivantes devraient être transmises aux opérateurs commerciaux pour chaque lot de fermeture du cuivre, notamment :

- La liste de chaque zone (commune, ...) avec toutes les informations nécessaires pour évaluer qu'elle respecte les critères de fermeture, et la situation de cette zone parmi les lots de fermeture,
- La liste de chaque lot de fermeture, commerciale ou technique, par zone ou par adresse, avec les informations nécessaires pour identifier ces lots, telles que les dates d'arrêt commercial ou technique et le nombre de locaux concernés,
- Dès la confirmation d'un lot de fermeture commerciale, que celle-ci soit ou non suivie d'une fermeture technique, par zones ou par adresses :
  - la liste des adresses cuivre fermées commercialement,
  - la liste des accès cuivre avec leur adresse cuivre, dès lors que ce lot prévoit une fermeture technique ou induit une évolution tarifaire sur ces accès,
  - la liste des correspondances trouvées par Orange entre les adresses cuivre fermées commercialement et les identifiants immeuble fth, correspondances qui serviront aux opérateurs commerciaux d'une part pour commercialiser plus de fibre sur les adresses sans cuivre et d'autre part pour identifier davantage de clients cuivre éligibles à une migration vers le fth.

Ces informations devront être fournies unitairement à l'OC, à partir d'un accès cuivre ou à partir d'une adresse cuivre, au choix de l'OC, par l'outil Eligiblite Opérateur d'Orange.

Une description détaillée des informations indiquées ci-dessus est fournie en annexe de la présente contribution.

Ces informations devraient être fournies en masse à l'OC, sur toute la France ou à partir d'un lot ou à partir d'une zone cuivre (commune, IRIS, lot, ...), au choix de l'OC.

Actuellement, l'outil Eligiblite Opérateur d'Orange ne répond pas au besoin et ne permet pas d'extraction en masse (à ne pas confondre avec une masse d'extractions). Aussi, sans en préjuger le moyen, nous laissons le choix à Orange de faire évoluer son outil Eligiblite Opérateur ou de mettre à disposition les extractions idoines grâce à d'autres outils.

Question 11. Avez-vous des observations liées à la suppression de ces obligations ?

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la modification proposée par l'Arcep.

Question 12. Dans le contexte de la décroissance du parc cuivre est-ce que les dispositions liées au compactage et à la désaturation vous semblent pertinentes ? Dans ce contexte, avez-vous des remarques supplémentaires sur ces remèdes ?

Question 13. Avez-vous des observations sur l'obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée, et sur les précisions de cette obligation portant sur le dégroupage de la boucle locale de cuivre et les ressources et services associés à la fourniture de l'accès local en position déterminée ?

Nous partageons l'analyse de l'Autorité concernant l'importance de l'optimisation (compactage et désaturation) de l'occupation des équipements actifs et sur la nécessité d'une concertation sur le sujet entre les opérateurs (Orange et les opérateurs tiers) qui installent des équipements actifs dans les espaces de cohabitation physique d'Orange.

En ce qui concerne l'évolution de la tarification de l'offre LFO du fait de la suppression de certains NRA dans le cadre de la fermeture du cuivre, nous renvoyons l'Autorité à notre réponse à la consultation sur le marché de « fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale ».

Question 15. Avez-vous des observations liées aux dispositions prévues dans le cadre de l'obligation de fournir l'accès dans des conditions non-discriminatoires imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée, ou liées aux précisions de cette obligation portant sur la notion d'équivalence d'accès et l'accès à la boucle locale de cuivre et à la sous-boucle de cuivre ?

Nous partageons l'analyse de l'Arcep selon laquelle les dispositions de la décision symétrique n°2020-1432 et de la recommandation du 8 décembre 2020 susmentionnées semblent avoir la même portée que les obligations de non-discrimination renforcées imposées à Orange au cours des cycle 5 et 6 d'analyse de marché asymétrique.

Nous ne voyons de difficultés à la modification proposée par l'Arcep qui évite une forme de redondance réglementaire.

Question 16. Avez-vous des observations liées à l'obligation de transparence et de publication d'informations concernant l'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée ? Que pensez-vous en particulier de l'obligation de préavis spécifique imposée s'agissant des évolutions tarifaires pour les accès cuivre faisant l'objet d'une obligation de non-excessivité ?

Comme nous l'avons indiqué précédemment, nous ne sommes pas favorables à la mise en place d'une tarification en non-excessivité pour l'ensemble des raisons susmentionnées.

Question 17. L'Autorité envisage d'imposer à Orange de restituer à l'Arcep chaque mois et chaque trimestre les valeurs des indicateurs de qualité de service à la maille départementale. Cette maille géographique permettrait d'affiner l'appréciation en cas de dégradation des indicateurs des difficultés et des mesures de correction proposées par Orange. Cette maille vous semble-t-elle adaptée ?

Question 18. Avez-vous des observations liées aux obligations relatives à la qualité de service et imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée, à savoir les obligations portant sur l'engagement contractuel vis-à-vis des opérateurs clients de ce dernier, le respect de seuils chiffrés, et la publication d'indicateurs de qualité de service ?

Les obligations de qualité de service font partie des « outils » à la disposition du régulateur pour « susciter des retombées positives pour les utilisateurs finaux en termes de prix, de qualité et de choix en assurant une concurrence durable au niveau du détail »<sup>23</sup>.

Il nous semble paradoxal que la maille départementale soit retenue pour piloter et suivre la qualité de service sur le cuivre alors que la maille pour la fermeture du cuivre est actuellement la commune ou l'adresse (l'IRIS dans certains cas). La maille communale paraît plus adaptée là où la fermeture commerciale est annoncée.

Plus encore, il nous semble paradoxal de considérer, d'un côté, que la pression concurrentielle du FttH ne permet pas d'alléger les obligations de qualité de services sur un réseau de cuivre obsolète pour les adresses où la fermeture commerciale ou technique est programmée et de considérer, d'un autre côté, que cette même pression concurrentielle justifie un allègement des obligations tarifaires du cuivre, et par conséquent une augmentation des tarifs souhaitée par Orange, sur les mêmes adresses.

---

<sup>23</sup> RECOMMANDATION (UE) 2020/2245 DE LA COMMISSION du 18 décembre 2020

## Annexe

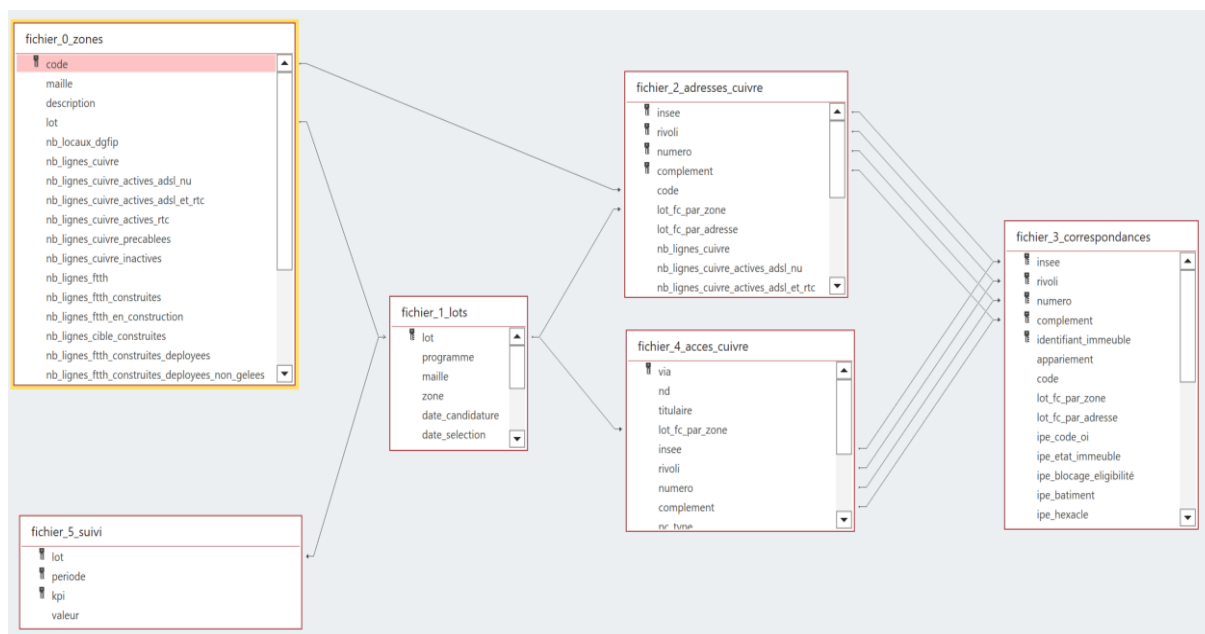
Iliad propose que les données préalables à la fermeture du cuivre suivantes soient transmises par Orange aux opérateurs commerciaux.

### Informations préalables basées sur 6 Fichiers

Un découpage des informations préalables nécessaires pertinentes en 6 extractions (fichiers ou onglets d'un même fichier) :

- (§6.2 du projet de décision M1) Informations préalables à la sélection des zones candidates à toute fermeture :
  0. **FICHIER 0 - données pertinentes sur chaque zone** (commune, arrondissement, iris, nra,...) candidate à la fermeture du cuivre, permettant aux parties concernées de vérifier les critères d'éligibilité de la zone à la fermeture du cuivre, qui correspond peu ou prou aux onglets *Commune* et *Iris* du fichier trajectoire,
  1. **FICHIER 1 - données pertinentes sur chaque lot**, notamment un identifiant unique du lot précisant le type de fermeture (commerciale et/ou technique), la maille (nationale, communal, infra-communale, adresse,...), le caractère (expérimental ou standard) et l'ordre (01,02,03...) ainsi que les dates de fermeture, le nombre de locaux et le nombre de lignes cuivre actives concernées.
- (§6.1 du projet de décision M1) Informations préalables à chaque fermeture commerciale (dans un format identique, que la fermeture commerciale intervienne dans le cadre d'une simple fermeture commerciale ou d'une fermeture technique, et quelle que soit la maille de cette fermeture, nationale, par zone ou par adresse) :
  2. **FICHIER 2 - données pertinentes sur chaque adresse cuivre** candidate à la fermeture, permettant aux parties concernées de vérifier les critères d'éligibilité de l'adresse à la fermeture commerciale puis aux opérateurs commerciaux de bloquer la commercialisation du cuivre sur ces adresses,
  3. **FICHIER 3 - données pertinentes sur chaque bâtiment FttH** proposé en substitution pour chaque adresse cuivre candidate à la fermeture, permettant aux parties concernées de vérifier les critères d'éligibilité de l'adresse à la fermeture commerciale (que chaque local cuivre dispose bien d'une fibre) puis aux opérateurs commerciaux de proposer la fibre sur chaque adresse où la commercialisation du cuivre sera interdite, mais aussi de fluidifier la migration de leurs abonnés cuivre vers le FttH.
- Informations préalables à toute fermeture commerciale « rapide » ou de zone dans le cadre d'un lot fermeture technique (*a fortiori* dans le cas d'une modification du tarif de gros) :
  4. **FICHIER 4 - données pertinentes sur chaque accès cuivre** candidat à la fermeture, dont son adresse cuivre, celle-ci permettant à l'OC d'identifier, autant que le pourra Orange, le bâtiment FttH sur lequel le client final pourra être migré, par recoupement avec le fichier 3.
- Informations préalables au suivi des programmes de fermeture du cuivre :
  5. **FICHIER 5 - données pertinentes sur chaque lot de fermeture**, pour mesurer les effets positifs et les effets négatifs de la fermeture sur chaque lot.

### Modèle de données simplifié correspondant à ces Fichiers



### Destinataires de ces fichiers d'informations préalables pertinentes :

		Destinataires concernés			
		ARCEP	OI	OC	PUBLIC
fichier 0	fichier trajectoire	X	X	X	X
fichier 1	fichier des lots	X	X	X	X
fichier 2	fichier des adresses cuivre	X	X	X	
fichier 3	fichier des correspondances	X	X	X	
fichier 4	fichier des accès cuivre <sup>(1)</sup>			X	
fichier 5	fichier de suivi	X	X	X	X

(1) chaque OC recevra tous les accès cuivre actifs de son parc

### Modalité de publication de ces fichiers d'informations préalables pertinentes

Les différents fichiers sont à transmettre à certaines « étapes » de l'avancement de la fermeture commerciale ou technique d'un lot depuis la candidature jusqu'à la fermeture puis le bilan.

Etape	Nom
1	Candidature du lot
2	Sélection du lot
3	Arrêt Commercial du lot
4	Arrêt Technique du lot
5	Bilan du lot

Le tableau ci-dessous fait le lien entre les fichiers et l'étape à laquelle démarrer la transmission, la fréquence de transmission et le moment de l'arrêt de la transmission de ces fichiers.

### Publications

		Première	Périodicité	Dernière
fichier 0	fichier trajectoire	13/12/2022	trimestrielle	X
fichier 1	fichier des lots	1,2		
fichier 2	fichier des adresses cuivre	2	trimestrielle	4
fichier 3	fichier des correspondances	3	trimestrielle	4
fichier 4	fichier des accès cuivre	2	trimestrielle	4
fichier 5	fichier de suivi	1	mensuelle	5

En complément, Free estime qu'Orange devrait partager au moins avec l'Autorité des informations sur chaque couple {NRA-Insee} telles que le nombre de lignes actives, par type de service supporté (ADSL nu, RTC ou les 2) et la présence éventuelle d'équipements RTC obsolète ou à débrancher.

### Contenu de chaque Fichier d'informations préalables

Par convention, la couleur adoptée dans les pages suivantes désignera la source des informations

- Orange pour le cuivre
- Bleu pour le FTTH
- Vert pour le SNA

- **FICHIER 0** : données pertinentes attendues dans le fichier Trajectoire

Une ligne par zone (par exemple par commune ou par iris) contenant les informations suivantes :

#	Champs
1	<b>Code de la Zone</b>
2	Maille de Fermeture du lot
3	Description de la Zone
4	Lot de fermeture technique du cuivre
5	Nombre de Lignes CUIVRE = #6+ #7+#8+#9+#10
6	- dont lignes actives en ADSL nu
7	- dont lignes actives en ADSL + RTC
8	- dont lignes actives en RTC
9	- dont lignes précâblées libres
10	- dont lignes inactives
11	Nombre de Lignes FTTH (hors locaux abandonnés)
12	- dont locaux construits (non abandonnés)
13	- dont locaux construits déployés
14	- dont locaux construits déployés et sans gel bloquant
15	- dont locaux construits déployés avec gel bloquant
16	- dont locaux construits raccordables à la demande
17	- dont locaux construits en cours de déploiement
18	- dont locaux construits dans un autre état (ciblé, signé,...)
19	- dont locaux en construction (non abandonnés)
20	Nombre de Locaux FTTH Raccordables
21	Nombre de Locaux DGFiP
22	Nombre de Locaux Cible = MAX(#5 ; #12 ; #21)
23	Taux de Couverture FTTH = #14 / MAX(#5 ; #12 ; #21)



24	Nombre de Locaux FCA
25	Taux de Locaux FCA = #24/#22
26	Taux de Lignes Cuivre Actives = (#6+#7+#8) / #5
27	- le taux d'appariement entre les lignes cuivre et les lignes fibre disponibles en substitut, tel qu'indiqué dans le point 6.1b) de l'Annexe 2 de la présente décision ;
28	- le nombre de locaux avec un échec de raccordement fibre ;
29	- le nombre de locaux concernés par les mécanismes de « raccordable sur demande », « raccordable sur demande à tarif spécifique », « local objet d'un refus tiers » ou « ligne inactive depuis plus de 24 mois » ;
30	- l'annonce (oui/non) d'un délai de prévenance de fermeture technique sur la zone concernée, ainsi que la date de fermeture et le numéro éventuel de lot le cas échéant ;
31	- la date effective de la mise en œuvre du jalon du service après-vente de la zone de fermeture du cuivre, le cas échéant ;
32	- le code et le nom de l'opérateur d'infrastructure FttH (OI Orange ou OI tiers) ;
33	- l'atteinte (oui/non) de l'échéance de complétude de(s) ZAPM correspondant à la zone concernée, ou la déclaration volontaire et anticipée de respect de la complétude de la part de l'opérateur d'infrastructures ;
34	- la « qualité de l'offre d'accès de l'opérateur d'infrastructure » (oui/non) (cf. critères pour la fermeture commerciale définis aux points 4.2.3d), 4.2.3g) et 4.2.3h)) ;
35	- la disponibilité d'une offre de gros activée FttH permettant de répondre aux besoins des clients entreprises ;
36	- la disponibilité des offres de gros d'accès passif et d'accès activé de haute qualité sur réseaux FttH (cf. liste des critères additionnels pour la fermeture commerciale des offres entreprises, définie au point 4.2.3h)) ;
37	- les éventuels critères additionnels qu'il utilise pour définir sa trajectoire de fermeture et déterminer quelles zones il engage dans une fermeture commerciale et/ou technique (notamment la possibilité de récupération du matériel RTC ou la capacité du réseau FttH à permettre le multi-accès).
38	- les informations relatives aux éventuels reports de fermeture liés à un non-respect des critères de fermeture commerciale : nouvelle date de fermeture prévisionnelle, échéance du report maximal de 24 mois, information sur la disponibilité d'un produit d'accès de substitution d'une qualité au moins comparable aux services offerts sur la boucle locale de cuivre, conformément à l'article L. 38-2-3 du CPCE (cf. modalités et critères de reports définis au point 4.2.3i))

En outre, il apparaît utile de préciser la date d'extraction pour chaque source de ces données.

#### - FICHER 1 : données pertinentes pour décrire chaque lot

Une ligne par lot, contenant les informations suivantes :

#	Champs	Contenu
1	Lot de fermeture du cuivre	<b>Lot de fermeture commerciale au format PPP-XXX-NN</b> où PPP désigne le projet de fermeture du cuivre : - PPP="FTC" si arrêt commercial prévu dans le cadre du projet de Fermeture Technique à la Commune, - PPP="FCA" si fermeture commerciale à l'adresse simple (sans prévision de fermeture technique) où XXX désigne le caractère du projet de fermeture du cuivre : "STD" pour standard, "EXP" pour expérimental où NN désigne le N° de lot dans le projet PPP (N entre 0 et 9)
2	Programme	Description du Lot
3	Maille de Fermeture du lot	Commune <sup>(1)</sup> , Arrondissement <sup>(1)</sup> , Iris <sup>(1)</sup> , NRA <sup>(2)</sup> ou adresse <sup>(2)</sup>
4	Zone FttH	ZTD ou ZMD (ou Mixte)
4	Date de candidature	Date de candidature
5	Date de sélection	Date de sélection

6	Date commercial	d'arrêt	Date de fermeture commerciale
7	Date d'arrêt technique		Date de fermeture technique
8	Nombre de Communes		Nombre de Communes concernées par le lot (lors de la candidature, puis mise à jour lors de la sélection)
9	Nombre de Locaux		Nombre de Locaux (lors de la candidature, puis mise à jour lors de la sélection)
10	Nombre de Lignes Cuivre		Nombre de Lignes Cuivre (lors de la candidature, puis mise à jour lors de la sélection)
11	Nombre de Lignes Cuivre Actives		Nombre de Lignes Cuivre Actives (lors de la candidature, puis mise à jour lors de la sélection)

**- FICHIER 2 :** données pertinentes sur chaque adresse fermée commercialement

Une ligne par adresse cuivre, contenant les informations suivantes

#	Champs
1	Code Insee
2	Code Rivoli
3	Numero Complet
4	Complement
5	Lot de fermeture par zone
6	Lot de fermeture par adresse
7	Code de la Zone
8	Nombre de Lignes CUIVRE
9	- dont lignes actives en ADSL nu
10	- dont lignes actives en ADSL + RTC
11	- dont lignes actives en RTC
12	- dont lignes précâblées libres
13	- dont lignes inactives
14	Libellé de la voie cuivre
15	Libellé étendu de la voie cuivre
16	Code Postal Cuivre
17	Libellé Commune Cuivre
18	Hexacle du 0 de la voie
19	Hexacle
20	Type de Voie
21	Nom de Voie

**- FICHIER 3 :** données pertinentes sur les correspondances d'adresse cuivre / FttH

Une ligne par couple {adresse cuivre – identifiant immeuble FTTH}, autant que possible, contenant les informations suivantes.

#	Champs
1	Code Insee cuivre
2	Code Rivoli cuivre
3	Numero complet cuivre
4	Complement

<b>5</b>	<b>Identifiant Immeuble</b>
6	Méthode d'appariement
7	Code de la Zone
8	Lot de fermeture par zone
9	Lot de fermeture par adresse
10	CodeOI
11	EtatImmeuble
12	BlocageEligibilite
13	Hexacle du 0 de la voie
14	Hexacle
15	Type de Voie
16	Nom de voie
17	Hexacle
18	Numero
19	Complément de numéro
20	BatimentImmeuble
21	Nombre de Locaux
22	ReferencePM
23	Longitude
24	Latitude
25	Libellé de voie cuivre
26	Code postal cuivre
27	Commune cuivre
28	Longitude du PC
29	Latitude du PC
30	Distance PC cuivre Immeuble FTTH

- **FICHER 4** : données pertinentes sur les accès cuivre actifs visés par une fermeture technique (ou par une éventuelle modification du tarif).

Une ligne par accès cuivre actif dans le parc de l'OC destinataire, contenant les informations suivantes.

#	Champs
<b>1</b>	<b>VIA</b>
2	ND
3	Titulaire
4	Lot de fermeture technique du cuivre
5	Code Insee cuivre
6	Code Rivoli cuivre
7	Numero cuivre
8	Complement
9	Type de PC
10	Code Insee PC
11	Code Rivoli PC

## Version publique

12	Numero PC
13	Complement PC
14	Longitude PC
15	Latitude PC

- **FICHER 5** : données pertinentes sur les accès cuivre actifs visés par une fermeture technique (ou par une éventuelle modification du tarif).

(A définir éventuellement)